



CONTRAT régional DE SOLIDARITÉ territoriale

2017-2023
Avenant n°1



Plus qu'une Région, une chance pour les territoires

www.regioncentre-valde Loire.fr



CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE DU PETR DU PERCHE

2017 - 2023

AVENANT N°1

Entre

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n°18.09.26.76 du 17 octobre 2018

Et

Le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Perche, représenté par son Président, dûment habilité par délibération du 17 octobre 2018

La Communauté de communes Forêts du Perche représentée par M. Xavier NICOLAS, Président, dûment habilité par délibération du 17 octobre 2018

La communauté de communes du Perche, représentée par M. François HUWART, Président, dûment habilité par délibération n°18.06.28.14 du 28 juin 2018,

La communauté de communes terres du Perche, représentée par Eric GERARD, Président, dûment habilité par délibération du 17 octobre 2018

La commune de Nogent-le-Rotrou, représentée par M. François HUWART, Maire, dûment habilité par délibération du 17 octobre 2018

Le Parc Naturel Régional du Perche, représenté par Monsieur Jean-Michel BOUVIER, dûment habilité par délibération du 17 octobre 2018

VU :

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

La délibération du Conseil régional DAP n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives,

La délibération du Conseil régional DAP n°17.05.03 du 21 décembre 2017 modifiant le cadre d'intervention de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, et prévoyant la signature d'avenants aux Contrats déjà signés pour intégration des nouvelles modalités,

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

Les priorités définies conjointement en 2014 dans le cadre des comités de pilotage de la démarche Ambitions 2020 pour le Bassin de Vie de Nogent-le-Rotrou,

La délibération CPR n°17.01.26.7 du 20 janvier 2017 relative à la décision de la Région sur le programme d'actions présenté sur le territoire du PETR du Perche,

Le Contrat signé le 20 mars 2017,

La délibération CPR n°18.09.26.76 du 17 octobre 2018 relative à la modification du CRST Perche pour intégration des nouvelles modalités,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le Contrat tel qu'il résulte de sa signature initiale et de ses éventuels avenants est intégralement remplacé par les articles suivants, prenant en compte le nouveau cadre d'intervention adopté en décembre 2017 :

Article 1 : OBJET

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale du PETR du Perche définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'internationalisation et d'innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose de **services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.

- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

En termes de moyens d'animation du Contrat :

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maîtres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

En termes de suivi du Contrat :

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

En termes de limitation des surfaces artificialisées :

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maîtres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :

- les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maîtres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

En termes de financement :

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :

Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat..

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des communes suivantes :

Commune	Population	Communauté de communes
Argenvilliers	353	CC du Perche
Authon-du-Perche	1 265	CC du Perche
Beaumont-les-Autels	435	CC du Perche
Belhomert-Guéhouville	812	CC Terres du Perche
Béthonvilliers	145	CC du Perche
Boissy-lès-Perche	516	CC Forêts du Perche
Brunelles	568	CC du Perche
Champrond-en-Gâtine	601	CC Terres du Perche
Champrond-en-Perchet	395	CC du Perche
Chapelle-Royale	314	CC du Perche
Charbonnières	257	CC du Perche
Chassant	337	CC Terres du Perche
Combres	546	CC Terres du Perche
Coudray-au-Perche	368	CC du Perche
Coudreceau	440	CC Terres du Perche
Digny	963	CC Forêts du Perche
Fontaine-Simon	942	CC Terres du Perche
Frazé	508	CC Terres du Perche
Frétigny	498	CC Terres du Perche
Happonvilliers	295	CC Terres du Perche
Jaudrais	372	CC Forêts du Perche
La Chapelle-Fortin	188	CC Forêts du Perche
La Croix-du-Perche	190	CC Terres du Perche
La Ferté-Vidame	690	CC Forêts du Perche
La Framboisière	349	CC Forêts du Perche
La Gaudaine	173	CC du Perche
La Loupe	3 530	CC Terres du Perche
La Puisaye	281	CC Forêts du Perche
La Saucelle	188	CC Forêts du Perche
Lamblore	356	CC Forêts du Perche
Le Mesnil-Thomas	347	CC Forêts du Perche
Les Autels-Villevillon	165	CC du Perche
Les Corvées-les-Yys	318	CC Terres du Perche
Les Étilleux	233	CC du Perche
Les Ressuintes	138	CC Forêts du Perche
Louvilliers-lès-Perche	174	CC Forêts du Perche
Luigny	403	CC du Perche
Manou	577	CC Terres du Perche
Margon	1 265	CC du Perche

Marolles-les-Buis	234	CC Terres du Perche
Meaucé	535	CC Terres du Perche
Miermaigne	225	CC du Perche
Montireau	145	CC Terres du Perche
Montlondon	261	CC Terres du Perche
Morvilliers	150	CC Forêts du Perche
Nogent-le-Rotrou	10 496	CC du Perche
Nonvilliers-Grandhoux	427	CC Terres du Perche
Rohaire	149	CC Forêts du Perche
Saint-Bomer	209	CC du Perche
Saint-Denis-d'Authou	493	CC Terres du Perche
Saint-Éliph	935	CC Terres du Perche
Saint-Jean-Pierre-Fixte	277	CC du Perche
Saint-Maurice-Saint-Germain	442	CC Terres du Perche
Saint-Victor-de-Buthon	512	CC Terres du Perche
Senonches	3 121	CC Forêts du Perche
Soizé	306	CC du Perche
Souancé-au-Perche	545	CC du Perche
Thiron-Gardais	1 050	CC Terres du Perche
Trizay-Coutretot-Saint-Serge	463	CC du Perche
Vaupillon	450	CC Terres du Perche
Vichères	314	CC du Perche
TOTAL	42 234	

Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 20 janvier 2023.

Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.

Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 20 janvier 2024, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ACTIONS

5-1 : Montant et contenu du contrat

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 6 674 000 € répartie entre les priorités régionales selon le tableau figurant en annexe et sera intégré au programme d'actions en lieu et place du tableau précédent.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention définissant notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...)

L'ensemble des cadres de référence, tels que votés en séance plénière du 21 décembre 2017 s'ajoutent ou se substituent aux cadres de référence précédents, sauf pour ce qui concernent les cadres d'intervention spécifiques qui avaient été proposés par le territoire et les cadres de référence votés avec adaptation.

Par ailleurs, deux nouveaux projets sont intégrés dans cet avenant n°1 :

- **un cadre spécifique 16-1 « Extension du cinéma de Senonches »,**
- **un cadre spécifique 14-1 « Restauration et mise en valeur de de l'Hôtel Dieu et du tombeau de Sully »**

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Énergie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

b – Engagement des crédits par la Région

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

5-3 : Versement des crédits

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

5-4 : Modalités de contrôle

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

6-1 Bilan d'étape

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région, un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

Quantitatif et qualitatif, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas conduire à une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

6-2 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

Article 7 : LITIGES

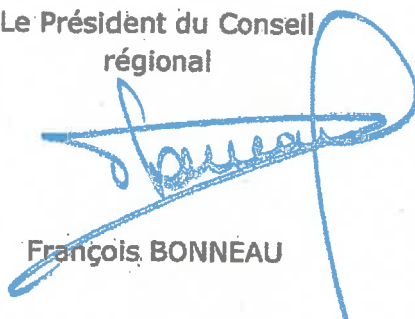
Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Annexes :

- *Tableau financier récapitulatif modifié*
- *Règles de financement régional et modalités communes*
- *Cadres spécifiques 14-1 et 16-1*

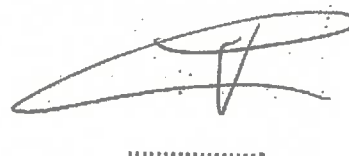
Fait à Orléans, le 14 DEC. 2010

Le Président du Conseil
régional



François BONNEAU

Le Président du Pôle Territorial
du Perche




Le Président de la
Communauté de Communes
des Forêts du Perche



Xavier NICOLAS

Le Président de la
Communauté de Communes
des Terres du Perche



Eric GERARD

Le Président de la
Communauté de Communes
du Perche



François HUWART

Le Maire de Nogent-le-Rotrou



François HUWART

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PERCHE
28 BIS RUE DOULAY
28400 NOGENT LE ROTROU

Le Président du Parc Naturel
Régional du Perche



Jean-Michel BOUVIER

AVENANT N°1

	Investissement	Fonctionnement	Total Subvention CONTRAT	% de la dotation totale
PRIORITÉS THÉMATIQUES				
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE	1 850 500	84 500	1 935 000	29%
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire	960 000	0	960 000	14%
01 : Très Haut Débit	960 000		960 000	
01-1 : Développer des usages numériques et collaboratifs	0			
Axe A2 : Accueil des Entreprises	503 500	49 500	553 000	8%
02 : Foncier économique	0	0	0	
02-1 : Promotion économique/marketing territorial	13 500	49 500	63 000	
03 : Création de locaux d'activités	490 000		490 000	
dont Pôle de centralité Nogent-le-Rotrou : 340 000 €				
Axe A3 : Economie agricole	200 000	0	200 000	3%
04 : Développement de l'agriculture biologique	50 000		50 000	
05 : Diversification agricole et dévpt des circuits alimentaires de proximité	60 400		60 400	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé (ex-Soutien à la structuration d'une filière locale d'approvisionnement de la restauration collective)	0	0	0	
06 - Filières locales	89 600	0	89 600	
Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire	0	0	0	0%
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté	0		0	
Axe A5 : Commerce artisanal	17 000	25 000	42 000	
09-1 : Animations en faveur du ré-enchantement commercial	17 000		17 000	
09-2 : Filières bois (hors bois-énergie)	0	25 000	25 000	
09-3 : Filière agro-alimentaire	0		0	
Axe A6 : Economie touristique	170 000	10 000	180 000	3%
10 : Tourisme à vélo	40 000		40 000	
11 : Itinérance pédestre	0		0	
12 : Itinérance touristique équestre	20 000		20 000	
14 : Sites touristiques et lieux d'information touristiques	70 000		70 000	
14-1 : Restauration et mise en valeur de l'Hôtel Dieu et du tombeau de Sully	0		0	
14-3 : Marketing territorial et animations touristiques	40 000	10 000	50 000	
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL	1 024 000	0	1 024 000	15%
Axe B1 : Services à la population	630 000	0	630 000	9%
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures	80 000		80 000	
15.1 : Projets locaux de santé	0		0	
19 : Structure d'accueil petite enfance	0		0	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	300 000		300 000	
21 : Commerce de proximité	250 000		250 000	
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture	204 000	0	204 000	3%
17 : Equipements de lecture publique	0		0	
18 : Equipements liés à l'enseignement artistique : écoles de musiques, danse et arts dramatiques	0		0	
18-1 : Aménagement muséographiques du musée des châteaux des Comtes du Perche	204 000		204 000	
16-1 : Extension du cinéma de Senonches	0		0	
Axe B3 : Sport	190 000	0	190 000	3%
22 : Equipements sportifs et de loisirs	190 000		190 000	
C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL	1 809 000	42 000	1 851 000	28%
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics	869 000	0	869 000	13%
23 : Aménagement d'espaces publics	869 000		869 000	
dont Pôle de centralité Nogent-le-Rotrou : 218 000 €				
Axe C2 : Foncier	0	42 000	42 000	0
23-1 : Requalification de friches urbaines (Reconquête du foncier)	0		0	
23-2 : Urbanisme durable	0	42 000		
23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	0			

Axe C3 : Habitat - Logement	760 000	0	760 000	11%
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	130 000		130 000	
24-1 : Acquisition-Réhabilitation de logements temporaires meublés pour jeunes	0		0	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	230 000		230 000	
26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	0		0	
27 : Rénovation thermique du parc public social	400 000		400 000	
28 : Rénovation thermique du parc locatif privé	0		0	
Axe C4 : Rénovation urbaine	120 000	0	120 000	
29-1 : Rénovation urbaine dans le cadre du contrat de ville (hors NPNRU)	120 000		120 000	
AXE C5 : Mobilité durable	60 000	0	60 000	1%
30 : vélo utilitaire	0		0	
30-3 : Transports collectifs (gares, TAD...)	60 000			
30-5 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	0		0	
PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE	0		0	
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"	0		0	0
D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	208 000	20 000	228 000	3%
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	28 000	20 000	48 000	
32 : Gestion alternative des espaces publics	80 000		80 000	
33 : Biodiversité domestique	50 000		50 000	
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	50 000		50 000	
E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL	761 000	50 000	811 000	12%
35 : Plan Isolation bâtiments publics et associatifs	381 000		381 000	
35-1 - Forfait Energétis	0	10 000	10 000	
35-2 : Bonification climat énergie	30 000		30 000	
35-3 : Eclairage public	345 000		345 000	
dont Pôle de centralité Nogent-le-Rotrou : 145 000 €				
36 : Filière bois énergie	0		0	
36-1 : Energéticien CEP	0	10 000	10 000	
36-3 : Plan Climat Air Energie Territorial	5 000	30 000	35 000	
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	0		0	
ENVELOPPE FONGIBLE	171 500	3 500	175 000	3%
ANIMATION TERRITORIALE DEDIEE AU CONTRAT	0	300 000	300 000	4%
SOUS-TOTAL HORS A Vos ID	5 824 000	500 000	6 324 000	95%
F : A VOS ID (dont 13 000 € pour le Lab' des Initiatives)			350 000	3%
ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT		6 674 000		

ATTENDUS REGIONAUX		Proposition Maquette
CREDITS RESERVES POUR LA TRANSITION		
minimum Biodiversité	228 000	228 000
minimum Energie*	684 000	1 211 000
A VOS ID	350 000	350 000
Autres crédits proposés		
CENTRALITES ET ESPACES VECUS		
minimum Pôle de centralité	703 000	1 162 000
Plafond espaces publics (15%)	1 001 100	869 000
FONCTIONNEMENT		
Plafond global	500 000	500 000
Plafond animation territoriale	300 000	300 000

* comptabilisant la réhabilitation thermique des logements sociaux

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

Règles de financement régional et modalités communes

Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

A – à considérer dès la conception du projet

A - 1 : CONDITIONNALITES

❖ Conditionnalités énergétiques

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m²/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an

❖ Bio-conditionnalités :

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

❖ Conditionnalités sociales :

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

Ne sont éligibles que :

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1^{er} septembre 2015).

- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'une forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

A - 3 : NIVEAUX D'AIDE

❖ Subventions et taux planchers

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- **des projets agricoles collectifs**
- **des projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

❖ Bonifications

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :

- o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
- o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
- o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
- o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m ²	9 kg/m ²
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m ²	18 kg/m ²

❖ **Cumul d'aides publiques**

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

B – à considérer pour le versement de l'aide régionale

B - 1 : COMMUNICATION

Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site www.regioncentre.fr (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

a) en fonctionnement

Ingénierie externalisée :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

Animation territoriale transversale :

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

b) en investissement

❖ Dossiers concernant le logement social :

- ✓ **Réhabilitation thermique :** Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information¹ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.
- ✓ **Offre nouvelle en construction :** Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.
- ✓ **Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation :** Versement en deux fois :
 - Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
 - Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage,

¹

Conformément au point B - 1

présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.

- ✓ **Réhabilitation thermique du parc privé :** Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.

En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.

❖ **Autres dossiers :**

Subvention	Acompte	2 ^{ème} versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé : <ul style="list-style-type: none"> - par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée 		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	Acompte de 50% sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région. 		Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
Supérieure à 500 000 €	Acompte de 30 % sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...) - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région 	50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée. 	Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, à l'inauguration de l'opération.**

Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

LES CONTRATS RÉGIONAUX DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

MODALITÉS COMMUNES

➤ Communication :

- Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).
- Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise (par envoi courriel à territoires.communication@regioncentre.fr) pour **validation à la Direction** de la Communication du Conseil régional (voir cadre de référence correspondant)

➤ Conditionnalités énergétiques :

- Le financement d'un véhicule léger (hors véhicules spécifiques) est conditionné à une consommation inférieure à 120 g/ CO₂/km
- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** dans l'un des cas suivants :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés** (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.



* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes – étiquette B dans l'interprétation régionale, étiquette B avec 80 kWh/m²/an maximum pour l'habitat

** justifiée par un label ou une certification (ou équivalent) du bâtiment intégrant cette performance – masse de 36 kg de MBS ou 18 kg selon l'usage pour la construction, 18kg ou 9kg pour la réhabilitation

➤ Conditionnalités sociales :

- Tout projet dont le coût est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées
- Le maître d'ouvrage d'une opération de réhabilitation thermique de logements sociaux doit s'engager sur une réduction de la quittance globale du locataire de, au minimum, 10%, dès lors que le loyer augmente.

➤ **Bio-conditionnalités :**



- Tout projet d'aménagement, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)
- Bonification de 10% des aides allouées à des aménagements si une surface significative est couverte en matériaux perméables (en dehors des espaces publics pour lesquels cette condition est exigée)

➤ **Modalités financières :**

- Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement. Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être accordée si elle correspond à moins de **20 % du coût éligible** du projet, sauf dans le cas de projets dont le coût est supérieur à 5 M€ et cas particuliers tels l'immobilier d'entreprise et les zones d'activités qui engendreraient des recettes ne permettant pas d'appliquer ce taux minimum
- La subvention régionale minimum, qui est de **20 000 €**, est ramenée à 5 000 € dans le cadre des OCMACS, et à **2 000 €** pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée ou associative, pour les projets des communes de moins de 300 habitants, ou pour les maîtres d'ouvrage publics présentant une opération au titre des investissements immatériels, ou des projets liés à l'économie sociale et solidaire, à l'énergie, au logement, à la mise en place de services à la population, à la biodiversité, au paysage, aux aménagements liés aux itinérances douces, compte tenu du fait qu'ils peuvent concerner des actions expérimentales peu coûteuses mais néanmoins intéressantes, voire exemplaires
- Sauf exception, la subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique est limitée à **10 000 €**. Elle peut être exceptionnellement portée à 30 000 € dans le cadre de filières locales organisées et pour des projets culturels structurants, et à 50 000 € dans le cas de projets touristiques dont le rayonnement est avéré
- Le **plan de financement** de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région (en règle générale 80%, notamment réduit dans le cas d'aides économiques, et exceptionnellement augmenté dans des cas précis prévus par la réglementation nationale et/ou européenne.

➤ **Maintien de l'usage des équipements financés :**

- En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région au *prorata temporis*.

Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

1.B. L'accompagnement de la mutation économique du Bassin de Vie :

- Développer un écosystème numérique

- Accompagner la mise en œuvre du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement numérique d'Eure et Loir
- Qualifier et déployer le potentiel de développement numérique en prenant appui notamment sur les structures préexistantes (La Mutinerie...) Sensibiliser les acteurs du territoire aux enjeux du numérique et de l'économie collaborative (informer, former, attirer)

1.D. Mieux accueillir et développer les entreprises

- Favoriser le développement des entreprises

- Identifier les qualifications et compétences locales, au service des besoins des entreprises : concertation régulière avec les acteurs économiques, partenaires de l'emploi et acteurs de la formation (Fonds Réactif Emploi Formation), travailler autour de la culture du numérique

3.D. Le Haut-débit pour l'ensemble des habitants et 78% des lignes connectées au THD

- La garantie d'une accessibilité renforcée du territoire

- Accompagner la mise en œuvre du **Schéma Directeur Territorial d'Aménagement numérique d'Eure et Loir** afin notamment de répondre aux besoins **des entreprises et des habitants** (télétravail, santé, loisirs)
- **Accompagner la stratégie numérique du territoire**

Justifications des choix de mesures au sein de l'axe :

Mesure 1 : Accompagnement du déploiement du Très Haut débit

Mobilisation des crédits territorialisés pour permettre le déploiement des infrastructures haut-débit décidé et coordonné au plan national, régional et départemental.

Mesure 1-1 : Développement des usages numériques et collaboratifs

Le développement d'un écosystème numérique dans le Perche reposant sur des acteurs de la nouvelle économie s'installant « au vert », et la détermination d'une stratégie de territoire numérique basée sur les nouveaux usages et les démarches collaboratives, ont tout juste révélé le potentiel de création d'activités pour le territoire.

Les élus du Pôle Territorial souhaitent accompagner les initiatives locales visant à l'appropriation des nouveaux usages et au développement d'activités créatrices d'emploi et/ou améliorant le quotidien des percherons (amplification des dynamiques innovantes soutenues par LEADER/FEADER ou projets hors LEADER, non obligatoirement expérimentaux, répondants aux besoins des habitants).

AXE A1 : Attractivité numérique du territoire	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 01 : Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit	960 000 €	960 000 €	0 €
Mesure N 1-1 : Développement des usages numériques et collaboratifs*	0 €	0 €	0 €
TOTAL	960 000 €	960 000 €	0 €

** Mobilisation en priorités des crédits régionaux hors contrat et européens (LEADER, appels à projet).*

Mobilisation possible du dispositif « A VOS ID » volet investissement, et/ou de l'enveloppe fongible.

Mesure n° 1-1 - Projets pressentis :

- Tiers lieux du Comité de Bassin d'emploi (Nogent-le-Rotrou)
- Maisons de services au public / Tiers lieux (Thiron-Gardais, La Loupe, Authon-du-Perche...)

Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit

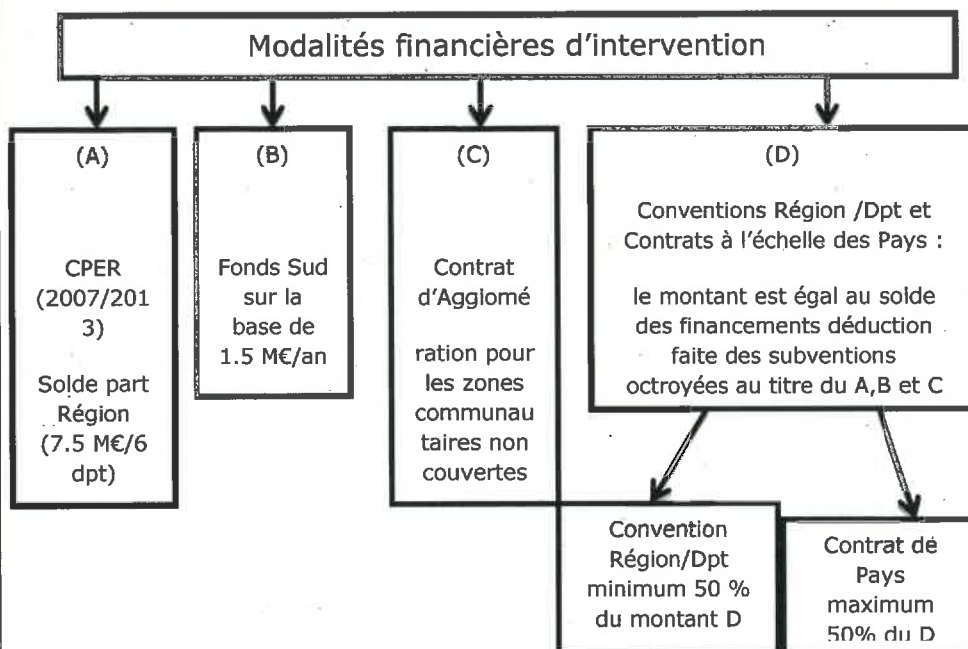
Contexte et enjeux	<p>La mise à disposition auprès des particuliers et des entreprises de réseaux de communications électroniques offrant des débits adaptés aux usages est un élément essentiel à la compétitivité et à l'attractivité de nos territoires.</p> <p>Les opérateurs privés ont annoncé déployer de la fibre optique à l'abonné (FttH) entre 2012 et 2020 auprès de 40% de la population régionale. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les 8 agglomérations régionales.</p> <p>Pour 60% de la population, les déploiements de fibre optique et de solutions de montée en débit sur le réseau cuivre seront assurés par les acteurs publics. Jusqu'en 2020, le coût net public nécessaire de ce chantier est évalué à plus de 560 M€.</p> <p>La Région accompagnera ces déploiements dans le cadre des politiques territoriales. L'ambition a été déclinée dans le SRADDT : 70% de la population desservie en fibre optique à l'abonné à l'horizon 2020 et 30% bénéficiant du vrai haut débit.</p> <p>L'effort financier régional doit créer un véritable effet levier permettant d'accélérer les chantiers prévus par les départements et de couvrir un plus grand nombre de population en ayant recours en priorité aux technologies permettant l'accès au Très Haut Débit.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • à l'horizon 2020, atteindre 70% de couverture de la population en fibre optique et proposer l'Internet rapide à tous les habitants • afin de mettre en œuvre les ambitions 2020 du SRADDT en cohérence avec la stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique (SCoRAN) et les schémas directeurs départementaux (SDAN), les financements des trois contrats Région-Département, Région-Agglomération et Région-Pays seront mobilisés ; • accompagner du déploiement de la fibre optique sur les zones d'initiative publique, au sein notamment des réseaux d'initiative publique (RIP) départementaux ; • soutenir le développement des usages numériques à destinations des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire régional ; • animer le partenariat régional autour des infrastructures et des usages numériques ; • contribuer à la définition, au suivi et à l'évaluation des orientations stratégiques en matière d'aménagement numérique du territoire
Nature de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> • Subvention et/ou • Ingénierie ou portage financier
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • projets de réseau de communications électroniques, notamment : fibre optique à l'abonné, montée en débit, • étude préalable • fonctionnement des structures de portages de projet de RIP ; <p>Dépenses éligibles : Études, schémas d'ingénieries, SIG, déploiement FTTN, réseau de collecte, montée en débit (modernisation, PRM). Les dépenses seront estimées en coût net en prenant en compte les retours sur investissements.</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Conseil général, Syndicat mixte ouvert, autre véhicule de portage du RIP</p>

Financement régional

Le financement régional est compris, selon les départements, entre 20% et 25% du coût net public, plafonné à 100 millions d'euros par département. Le cadre de partenariat est précisé à travers une convention signée par la Région, le Département et les EPCI concernés.

Les taux d'intervention pour chaque département sont les suivants :

- Cher : 23,77%
- Eure-et-Loir : 22,54%
- Indre : 25%
- Indre-et-Loire : 21,38%
- Loir-et-Cher : 22,82%
- Loiret : 20%



Les subventions sont inscrites dans les conventions Région/Département, les Contrats signés à l'échelle des Pays et des Agglomérations jusqu'en 2022, en fonction du rythme d'avancement des travaux.

Modalités

- justification de la cohérence du projet avec les priorités définies dans le SRADDT, la Stratégie de cohérence régionale pour l'aménagement numérique du territoire (SCoRAN) et les schémas directeurs départementaux d'aménagement numérique (SDAN)
- modèle économique du projet sur la durée de vie de l'investissement
- Association de la Région à la gouvernance du réseau d'initiative publique, notamment en tant que membre de plein droit des syndicats départementaux qui pourraient être créés
- Association de la Région au suivi des déploiements par les opérateurs sur la zone d'initiative privée, aux côtés des autres collectivités et de l'État
- projet de RIP déployé en cohérence avec les investissements des opérateurs sur la zone d'initiative privée.
- transmission des coordonnées SIG du projet (*ex ante* et *ex post*)

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Taux de couverture de la population régionale en FttH
- Nombre de prises FttH déployées par l'initiative publique
- Nombre de prises FttH déployées par l'initiative privée
- Nombre de prises ayant bénéficié d'une montée en débit

EMPLOI / ÉCONOMIE

Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

01-1

Développement des usages numériques et collaboratifs

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre à la population locale de bénéficier d'animations et de lieux dédiés à l'utilisation et à l'expérimentation de nouveaux usages numériques et collaboratifs - Faciliter la transition numérique et le développement des activités économiques et de la vie quotidienne - 	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Projets de lieux dédiés et animés pour l'apprentissage des usages numériques et collaboratifs, espaces équipés pour le partage d'outils technologiques, d'objets connectés ..., lieux animés valorisant le télétravail • Projets numériques ou connectés facilitant la vie quotidienne de la population (accès aux informations, aux services, amélioration de l'espace public de type smart village, diffusion des bonnes pratiques initiés dans le cadre de LEADER...) <p>Dépenses éligibles :</p> <p>Investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Achat de matériel informatique (donc PC, tablettes, ...) et outils technologiques et/ou connectés - Aménagement de locaux (réhabilitation, aménagements intérieurs, réseaux ...) - Création/développement de sites web et d'applications numériques (hors sites institutionnels) - Matériel de communication - 	
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Communes, Communautés de communes, PETR, - Associations (intervenant statutairement dans le domaine de la sensibilisation/ formation au numérique), Offices de tourisme/EPIC, comité départemental du tourisme 	
Financement régional	Mobilisation en priorité des AAP européens et de LEADER, ou d'autre dispositif régional. 20 %	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Note de présentation du projet, comportant entre autres la justification de la cohérence du projet avec les priorités définies dans le SRADDT, la Stratégie de cohérence régionale pour l'aménagement numérique du territoire (SCoRAN) et les schémas directeurs départementaux d'aménagement numérique (SDAN), ainsi qu'avec la stratégie de territoire numérique du Perche (cf. LEADER) - Pour les Maisons de services au public : uniquement structures labellisées par l'Etat (MSAP, RSP...) - Association de la Région au suivi des projets 	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de lieux dédiés équipés/animés • Nombre d'outils connectés et d'applications déployés • Nombre de bénéficiaires des nouveaux usages

Axe A2 : Accueil des entreprises

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

1.A. Soutien et consolidation d'un socle industriel diversifié, innovant et compétitif

- Accompagner les filières existantes et l'émergence de projets industriels innovants
- Structurer le tissu de PME, moteur de l'économie locale

1.D. Mieux accueillir et développer les entreprises

- Renforcer l'attractivité vis-à-vis des entreprises
 - o Disposer d'une offre cohérente en matière d'accueil et de reprises d'entreprises : offre foncière adaptée, parcours résidentiel d'entreprises...
 - o Continuer les actions de promotion en direction des porteurs de projet franciliens
- Favoriser le développement des entreprises

Justifications des choix de mesures au sein de l'axe :

Le Schéma d'accueil des entreprises réalisé lors du contrat précédent 2011/2016, décliné par communauté de communes, a confirmé le besoin de doter le territoire de capacités d'accueil d'entreprises, de façon raisonnée (priorité à la réhabilitation plutôt que l'artificialisation d'espace supplémentaire en dehors des pôles de plus grande capacité de Luigny et Nogent) et adaptée (parcours suivant la vie de l'entreprise...). Conformément au même schéma, les acteurs locaux s'accordent pour soutenir l'activité industrielle (près de 40 % de la population active locale), notamment en lien avec les filières locales (ex : agro-alimentaire) et faciliter l'implantation de nouveaux actifs et entrepreneurs (notamment franciliens) (**cf. Mesure N° 03 : Création de locaux d'activités (en location)**).

La prise de compétence « Promotion économique » et la montée en puissance du Pôle Territorial, organisée collectivement autour du comité de dynamisation et du Point d'accueil des entreprises, marque la volonté des élus que le PETR soit un pôle « ressources » pour les entreprises, pour fédérer les initiatives et structurer l'action économique locale, à plus forte raison avec les services de la Région au cours de ce contrat 2016-2020 (**Mesure 02-1 : Promotion économique/ outils de marketing territorial**).

Mesure 02 : Zone d'activité économique

L'ensemble des communautés de communes actuelles dispose d'espaces viabilisés adaptés (a minima à 5 ans), aménagés notamment à l'occasion du contrat régional précédent. La priorité sera donc donnée à la réhabilitation/extension de l'existant avec une exigence de qualité (apport de services, qualité environnementale...). Ces aménagements récents et le contexte économique justifient que le Pôle ne mobilise pas de crédits régionaux sur cette mesure avant mi-parcours (hors enveloppe fongible).

AXE A2 : Accueil des entreprises	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 02 : Zones d'activités économiques*	0 €	0 €	0 €
Mesure N° 02 - 1 : Promotion économique/ outils de marketing territorial	63 000 €	13 500 €	49 500 €
Mesure N° 03 : Création de locaux d'activités (en location)	490 000 €	490.000 €	0 €
- Locaux d'activité (dotation de base)	- 150 000 €		
- Réhabilitation des anciens abattoirs (enveloppe Pôle de Centralité)	- 140 000 €		
- Création d'un restaurant/salon de thé au château des Comtes du Perche (enveloppe Pôle de Centralité)	- 200 000 €		
TOTAL	553 000 €	503 500 €	49 500 €

**cette mesure n'a pas vocation à être activée avant le bilan à mi-parcours*

L'animation économique du territoire sera notamment assurée par un agent du PETR, il participera à la mise en œuvre des actions qui seront visées dans la convention de partenariat économique qui sera signée entre les communautés de communes (ou le PETR) et la Région.

Son poste, financé à 50% sur 3 années (2017 à 2019), est réparti de manière indicative sur les missions suivantes :

- 25% sur la promotion économique (mesure 02-1), dont le développement de la filière bois (mesure 09-1)
- 50% sur le ré-enchantement commercial (mesure 9)
- 25% sur la fin de l'OCMACS (non financé dans le cadre de ce contrat) en 2017. A partir de 2018 sera étudiée la possibilité de basculer sur une mission en faveur du développement de la filière agro-alimentaire et des circuits de proximité (mesure 9-2), sous réserve de la stratégie alimentaire régionale en cours de définition.

Ces missions seront ajustées le cas échéant dans le cadre de la mise en réseau départementale des animateurs économiques de la Région et de l'Agence DEV'UP.

Par simplification, et le fonctionnement étant fongible sur tout le CRST, les crédits afférents sont présents sur la mesure 02-1.

Projets pressentis :

Mesure 2 : Extension Zone d'activités (Nogent-le-Rotrou)

Mesure 3 :

- Aménagement de locaux 18 rue de la gare (La Loupe)
- Locaux communautaires Digny (CC Perche Senonchois)

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 03

Projet de réhabilitation des anciens abattoirs de Nogent le Rotrou (enveloppe Pôle de centralité)

Maître d'ouvrage : Communauté de communes du Perche/Nogent-le-Rotrou

Montant estimatif du projet : **3 753 417 € / HT**

Estimation du reste à charge : à déterminer

Contenu : Les bâtiments ont été construits en plusieurs phases, entre 1981 et 1992, pour une activité d'abattoir. Il a été occupé par le groupe AIM (Abattoirs Industriels de la Manche) jusqu'en janvier 2015. La chaîne d'abattage a été fermée par le groupe en 2013 suite à une forte baisse d'activité, fermeture alors soldée par une trentaine de licenciements. Une activité de plate-forme de distribution de commandes a perduré pendant deux ans supplémentaires, jusqu'en 2015, date de mise liquidation du groupe AIM. Le site de Nogent le Rotrou qui comptait 24 emplois, n'a reçu aucune offre de reprise.

Le site est inoccupé depuis janvier 2015 et risque de se transformer en friche industrielle.

Aucune proposition de reprise n'a abouti depuis cette date.

Les bâtiments sont très spécifiques et ne peuvent accueillir que des activités ciblées autour de l'agroalimentaire. Ils sont de plus dans un état relativement dégradé et nécessitent des mises aux normes importantes afin d'être réutilisables.

Les bâtiments occupent une surface au sol de 4 570 m² sur une surface de terrain de 36 049 m² dont :

- 18 161 m² non constructibles (zone naturelle partiellement inondable) ;
- 13 000 m² de surfaces de voirie et parking.

La Commune de Nogent le Rotrou et la Communauté de Communes du Perche souhaitent requalifier ce bâtiment et conclure un contrat de location-vente avec Vallegrain Distribution, une entreprise industrielle locale de transformation de viande de porc.

Cette entreprise, dont le siège est situé à Coudray au Perche, commune membre de la Communauté de Communes du Perche, est en croissance actuellement et envisage d'y développer une activité de découpe de viande, complémentaire à l'activité de saurisserie et conserverie qui est réalisée sur Coudray au Perche. Cette activité permettrait de créer entre 100 et 150 emplois nouveaux sur le territoire et soutiendrait l'activité d'environ 350 éleveurs de porc locaux.

La société familiale Vallegrain Distribution, créée en 1989, emploie aujourd'hui 110 personnes à Coudray au Perche.

Le groupe compte également un abattoir à Chérancé, dans la Sarthe (100 salariés) et divers autres établissements.

Il se spécialise dans la viande de qualité : sur les 7200 porcs abattus annuellement, 900 bénéficient du label rouge, 1500 du label Bleu Blanc Cœur et 1500 sont certifiés.

Les objectifs sont les suivants :

- Requalifier un ancien abattoir partiellement inoccupé depuis 2013, totalement depuis janvier 2015, situé à proximité d'un bassin de main d'œuvre ;
- Soutenir le développement d'une activité agroalimentaire locale créatrice d'emplois ;
- Soutenir l'activité agricole locale et en particulier le maintien de l'élevage.

Le site comporte plusieurs bâtiments :

<p><i>A : bureaux, locaux sociaux, locaux techniques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> o Date de construction : 1981 o Surface utile développée : 467 m² <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rez-de-chaussée : 248 m² ▪ 1^{er} étage : 219 m² 	<p><i>B : stabulation, hall d'abattoir</i></p> <ul style="list-style-type: none"> o Date de construction : 1981 (réaménagements et rénovations partielles par la suite) ▪ Surface utile développée : 1847 m² (Stabulation : 977 m², Abattoir : 870 m²) 	<p><i>C : plateforme frigorifique – Chambres froides positives et négatives</i></p> <ul style="list-style-type: none"> o Date de construction : 1992 o Surface utile développée : 2 668 m²
<p><i>D : Unité agroalimentaire – Chambres froides positives</i></p> <ul style="list-style-type: none"> o Date de construction : 1992 o Surface utile développée : 584 m² 	<p><i>Garage et locaux annexes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> o Date de construction : 1980 o Surface utile développée : 95 m² 	<p><i>Pavillon et logement de fonction de type T5</i></p> <ul style="list-style-type: none"> o Date de construction : 1980 o Surface habitable : 96 m² + remise de 11 m²

Les coûts de réhabilitation sont importants et nécessitent des démantèlements : les groupes frigorifiques ne correspondent plus aux normes environnementales et doivent être démantelées, les chaînes d'abattage sont obsolètes et ne seront plus utiles pour le projet en cours de réhabilitation, etc.

Les travaux permettront de définir différentes zones : réception, stockage de carcasses, atelier de découpe, stockage de jambons, désossage de jambons, petites commandes et cartons, pendus, préparation pour les grossistes, stockage de palettes/ expédition et quais, sas hygiène et bureau de production, locaux sociaux.

Ils portent sur les postes suivants :

- | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|
| - démolition | - équipement frigorifique |
| - gros œuvre | - remplacement de menuiseries |
| - panneaux et menuiseries isothermes | - carrelage |
| - revêtements de sols industriels | - plâtrerie sèche |
| - électricité | - faux-plafonds |
| - tuyauterie et ventilation | - peinture |

Etat d'avancement du projet : APD

Echéancier date d'éligibilité des dépenses 1^{er} novembre 2016

Projet de restaurant au Château des Comtes du Perche (Nogent-le-Rotrou)

Maître d'ouvrage : Nogent-le-Rotrou

Montant estimatif du projet : 1 122 585,98 € HT (dont la maîtrise d'œuvre)

Contenu : Un restaurant et un salon de thé s'installeront dans le Pavillon du Château Saint Jean (classé monument historique) et seront dirigés par un chef étoilé. Sa renommée associée à la majestuosité du Château (les aménagements muséographiques seront également revus (cf. mesure 18-1)) donnera envie tant aux percherons qu'aux visiteurs de découvrir ou de redécouvrir ce monument, son histoire et de s'attarder en ce lieu qui domine la vallée de l'Huisne.

Le projet a pour ambition de donner plus de visibilité à ce patrimoine du moyen-âge.

Son aboutissement permettra de renforcer l'attractivité touristique du lieu et plus largement du territoire du Perche.

Le Pavillon nécessite d'être réhabilité pour permettre la conservation de ce patrimoine et pour accueillir le restaurant et le salon de thé.

Deux salles de restauration seront installées au rez-de-chaussée ; un petit salon et une salle de restauration seront créés à l'étage.

Des travaux d'électricité et de maçonnerie seront nécessaires.

Il sera nécessaire de créer et de meubler en équipements professionnels la cuisine (y compris VMC)

Avancement du projet :

Étude diagnostic du cabinet G. TROUVÉ, Architecte du Patrimoine.

Echéancier : date d'éligibilité des dépenses 1er décembre 2016 – travaux jusqu'en 2017

Zones d'activités économiques

Objectifs

- Donner la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant et assurer une amélioration qualitative et environnementale des zones d'activités
- Permettre le développement des entreprises existantes et en accueillir de nouvelles
- Garantir une commercialisation et une animation optimales et limiter les risques de concurrence entre les territoires

Contenu

1. Reconversion et densification du parc existant : reconversion de friches (urbaines, industrielles, militaires) / requalification / densification de zones d'activités.
2. Exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans : création de nouvelles surfaces d'activités dans des secteurs carencés (extension de zone existante / création de zone).
3. Stratégie foncière économique
 - Frais d'ingénierie : AMO développement durable, MOE, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire
 - Acquisition foncière intégrée dans une stratégie foncière à long terme
 - Acquisition des terrains d'assiette des aménagements au sein de la zone
 - Travaux de dépollution du site pour les sites « orphelins », démolition
 - Travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts...)
 - Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises (équipements petite enfance au titre de la thématique « Services »)
 - Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC...)
 - Promotion, gestion et animation de la zone

Maitres d'ouvrage

Communautés d'agglomération
 Communautés de communes
 Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant

Financement régional

- Aménagement de zone : 50% maximum avec un cumul d'aides publiques de 80% maximum sur le reste à charge* de la collectivité, après déduction des recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local.
 - Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40%
 - Etudes, AMO, actions de promotion de la zone : 50%
 - Animation dédiée : 50% du poste de référent économique travaillant à minima à l'échelle du bassin de vie pour une durée de 3 ans maximum. Les missions de l'animateur seront définies précisément avec la Région et le versement de la subvention de la 2^{ème} année se fera sur la base d'un rapport d'activité de l'année écoulée.
 - Réserve foncière économique à long terme : 20%
- ⇒ Un bilan des réalisations sera transmis à la Région pour le solde de la subvention
 *reste à charge = ensemble des dépenses - recettes liées à la vente - subventions

Modalités

- **Prérequis pour toute création de surface nouvelle (extension ou création de nouvelles zones) : le projet de développement économique local du territoire à l'échelle à minima du Pays ou de l'Agglomération.**

Le projet de développement économique permet d'avoir une vision stratégique, spatialisée et planifiée à l'échelle du territoire. Il comprend :

- ✓ Le diagnostic de l'offre foncière et immobilière (existante, projets de développement de zone en cours, rythme de commercialisation, demande des entreprises, potentiel de renouvellement et de densification de l'existant).
- ✓ la stratégie spatialisée pour l'accueil et le développement des entreprises.
- ✓ le plan d'actions à court, moyen et long termes.

Le mode d'élaboration du projet de développement économique est au choix du Pays ou de l'agglomération.

- **Modalités générales pour tout projet d'aménagement de zone : la démarche de développement durable :**

- ✓ Etude de motivation-opportunité-faisabilité du projet de zone au regard de la stratégie du territoire
- ✓ Démarche qualité environnementale et sociale intégrant 4 cibles thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace – Energie - Chantier », « Biodiversité – Eau – Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises ».

⇒ Le maître d'ouvrage transmettra un récapitulatif des aménagements prévus pour répondre aux objectifs de qualité définis (hors normes réglementaire) et engagement du maître d'ouvrage avec présentation des moyens et des outils nécessaires pour les réaliser. L'étude d'impact sera à joindre le cas échéant.

⇒ Pour les extensions : le projet d'aménagement s'inscrit dans une réflexion globale de requalification de l'ensemble de la ZAE afin d'éviter un décrochage par rapport à la nouvelle tranche et assurer un niveau de qualité globale du site

- ✓ Animation dédiée (organisation et moyens dédiés à la gestion et à la promotion de la zone).
- ✓ Bilan financier prévisionnel intégrant les recettes issues de la vente des terrains au prix du marché (intervention régionale sur le « reste à charge » pour la collectivité).

La démarche développement durable est obligatoirement réalisée en amont du projet d'aménagement par une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage spécialisée.

- ✓ **Modalités complémentaires spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :**

Les projets d'extension ou de création de zones d'activités doivent être :

- ✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique)
- ✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs.

La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :

- ✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire.
- ✓ de l'existence d'un taux de commercialisation des zones d'activités du territoire capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans,
- ✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.

**Indicateurs
d'évaluation****INDICATEURS TRANSVERSAUX**

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire
- Services nouveaux proposés aux entreprises et aux salariés

Promotion économique /marketing territorial

Objectifs	<p>Les outils marketing permettront de soutenir la mission d'animation économique sur le territoire du Perche.</p> <p>Les objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Constituer un Pôle de ressources pour les entreprises et les acteurs économiques - Développer une communication homogène « Perche », - Renforcer ou développer les actions de visibilité sur les marchés cibles, - Utiliser le numérique comme vecteur principal de communication.
Contenu	<p>Le Pôle Territorial du Perche souhaite poursuivre la dynamique engagée dans le cadre du schéma d'accueil, en travaillant sur l'attractivité économique du Perche. Il s'agit notamment de coordonner davantage les actions de promotion économique, en lien étroit avec les communautés de communes et les membres du comité de dynamisation.</p> <p>La disparition du CODEL et la multiplicité des acteurs doivent nous conduire à mener et coordonner des actions destinées à faciliter l'accueil de porteurs de projets et de nouveaux actifs (créateurs et repreneurs d'entreprises, salariés, familles). Ces actions peuvent concerner l'organisation d'événements (exemple : session d'accueil de porteurs de projets, dispositifs innovants visant la notoriété du Perche en tant que terre entrepreneuriale et organisée pour l'accueil de type « Ambassade du Perche » ...), des temps de rencontre avec les entreprises (de type événementiels, clubs d'entreprises thématiques...), des sessions de formations/action avec les acteurs économiques, la création d'outils dédiés (à l'image de ceux développés sur le précédent contrat : guide d'accueil numérique, cartes de visites numériques...), la communication (édition de plaquettes, supports de communication / formation-action, panneaux aux entrées de territoire...).</p> <p>Investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Achat/Réalisation de sites internet, d'applications et outils connectés dédiés à l'activité économique et au cadre de vie du Perche - Supports de communication y compris matériel de communication figurant en section d'investissement <p>Fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions d'animation/formation des agents des partenaires et des communautés de communes (prestations d'intervenants, salaire, frais de formation, déplacements, frais d'organisation pour des actions de groupes) pour faciliter l'appropriation de la stratégie de marketing territorial et des outils développés collectivement - Achat de documentations techniques, d'études et de bases de données spécialisées (ex : accès APCE, dans le cadre du centre de ressources des entreprises ...) - Frais de communication : élaboration, impression et diffusion de documents, relations presse (prestations d'attachés de presse, accueils de journalistes/bloggers), supports de communication - Organisation d'événements valorisant la destination économique Perche
Maîtres d'ouvrage	Pôle Territorial du Perche
Financement régional	<p>Subvention 80 % (investissements, communication)</p> <p>50 % des dépenses de salaire dans la limite de 3 ans sur un 0.25 ETP</p>

Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation du comité de dynamisation pour le choix et l'élaboration des outils, en donnant la priorité aux outils numériques • Logo régional sur tout support ou action de communication • 1/10ème des supports de communication pourra être consacré à l'expression de la Région pour les documents/sites internet comportant plusieurs pages 				
Indicateurs d'évaluation	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="448 248 911 309">INDICATEURS TRANSVERSAUX</th><th data-bbox="911 248 1426 309">INDICATEURS SPECIFIQUES</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="448 309 911 638"> <ul style="list-style-type: none"> • NB d'entreprises installées • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an </td><td data-bbox="911 309 1426 638"> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'évènements organisés et d'outils de communication créés • Nombre d'actions de communication réalisées • Nombre de contacts/ personnes informées (global et par action) • Nombre de porteurs de projets accompagnés (global et par action) • Nombre et nature des acteurs impliqués dans la politique d'accueil </td></tr> </tbody> </table>	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES	<ul style="list-style-type: none"> • NB d'entreprises installées • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'évènements organisés et d'outils de communication créés • Nombre d'actions de communication réalisées • Nombre de contacts/ personnes informées (global et par action) • Nombre de porteurs de projets accompagnés (global et par action) • Nombre et nature des acteurs impliqués dans la politique d'accueil
INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES				
<ul style="list-style-type: none"> • NB d'entreprises installées • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'évènements organisés et d'outils de communication créés • Nombre d'actions de communication réalisées • Nombre de contacts/ personnes informées (global et par action) • Nombre de porteurs de projets accompagnés (global et par action) • Nombre et nature des acteurs impliqués dans la politique d'accueil 				

Création de locaux d'activités (en location)

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit son statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes, et ce quelle que soit l'activité (dont tourisme et commerce) • Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante, en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise). • Garantir l'accompagnement des entreprises par une animation et une gestion dédiée.
Contenu	<p>La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier agricole.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de locaux d'activités en location aux entreprises* (pépinière dont couveuse commerciale, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en occupation du domaine public, en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans). • Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier. <p><i>* Quel que soit son statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)</i></p> <p><u>Dépenses éligibles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire. - Acquisition du terrain lié au bâtiment / acquisition immobilière, aménagements (VRD, aménagements paysagers), travaux de réhabilitation / dépollution de sites orphelins / démolition, travaux de construction (hors mobilier sauf dans le cas des équipements communs au sein d'une pépinière d'entreprises). - En matière d'économie touristique : <p>L'offre touristique du Perche doit être conforme à la promesse d'un art de vivre à la campagne telle que déclinée dans la promotion de la destination touristique du Perche. Pour cela, le Contrat Régional doit permettre d'accompagner des loisirs innovants/originaux et des prestations de qualité (ex : projet accueil de chefs étoilés...).</p> <p><u>Investissements :</u></p> <p>Pour les activités liées à la gastronomie et aux activités de loisirs innovantes ayant besoin de locaux appropriés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ construction, achat et travaux de réhabilitation de bâtiments ou d'espaces artificialisés préexistants, location de locaux d'activités en occupation temporaire du domaine public, en bail précaire ou en bail commercial, crédit-bail, ○ Aménagements des abords. ○ Achat de matériel exclusivement dédié aux activités déployées ○ Aménagements intérieurs <p><u>Ne sont pas éligibles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le renouvellement des équipements. <p>Maitres Commune, communauté de communes, communautés d'agglomération</p>

d'ouvrage

SEM de portage immobilier économique, CCI (par délégation)
Pôle Territorial (par transfert des communautés de communes)

Financement régional

Sous réserve que la détermination du loyer/redevance consenti(e) respecte la réglementation en vigueur :

- ✓ Location de locaux d'activités en occupation temporaire du domaine public, en bail précaire ou en bail commercial : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans/sur la durée d'occupation et des autres subventions publiques
- ✓ Dans le cadre d'un crédit-bail : 20% du reste à charge du maître d'ouvrage déduction faite des loyers escomptés sur la durée du crédit-bail

Bonification de 10 % pour les projets de reconversion de friches.

Modalités

- ✓ Etude de motivation-opportunité-faisabilité du projet au regard de la stratégie du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée)
- ✓ Récapitulatif des prix de location d'immobilier d'entreprises dans un rayon de 50 km
- ✓ Présentation du fonctionnement de la structure notamment des services aux entreprises et aux salariés et de l'animation dédiée.
- ✓ Bilan financier prévisionnel
- ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur.
- ✓ Cumul d'aides publiques ne devant pas conduire à un enrichissement sans cause de la collectivité.
- ✓ Maintien de l'usage des locaux d'activités destinés à la location pour une durée minimum de 10 ans ; en cas de revente avant le terme de 10 ans, la subvention sera reversée au prorata temporis.
- ✓ Durée d'amortissement a minima de 9 ans (sur la base de la durée d'un bail commercial et hors subvention).
- ✓ Convention entre la société de portage, l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail (rétrocession de l'aide sous la forme d'une réduction du loyer).
- ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant: atteinte de la performance BBC rénovation*, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an et atteignant la classe C.

Possibilité de majoration de taux de 10% (bâtiment neuf ou existant) si :

- système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
- ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
- ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** Cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes- dans l'interprétation régionale, étiquette énergétique B*



Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Dont Nb emplois transférés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET 	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'entreprises accueillies • Nb d'entreprises nouvellement implantées sur le territoire • Services nouveaux proposés aux entreprises et aux salariés • Nombre de sites gastronomiques aménagés

Axe A3 : Economie agricole

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**1.A Soutien et consolidation d'un socle industriel diversifié, innovant et compétitif**

- Accompagner les filières existantes, en particulier l'agroalimentaire (...)

1.B. L'accompagnement de la mutation économique du Bassin de Vie

- Soutenir une agriculture diversifiée

- o Soutenir les productions et les activités de filières locales (maraîchage, bio...), notamment en circuit court de proximité
- o Valoriser économiquement la biodiversité domestique (filière « cheval percheron », variétés fruitières/activité cidricole, le Trèfle du Perche...)
- o Accompagner et soutenir la diversification des exploitations vers des activités non agricoles,
- o Encourager l'innovation en agriculture (pratiques, usages numériques, technologie)

Justifications des choix de mesures au sein de l'axe :

Les élus, conscients des difficultés économiques rencontrées par l'élevage et l'impact positif du maintien de cette activité sur le paysage, souhaitent que des crédits soient réservés pour soutenir cette activité en priorité, en complémentarité avec les CAP Filières concernés.

Parallèlement aux mesures européennes et nationales, le Pôle Territorial souhaite compléter les dispositifs régionaux par la mobilisation du Contrat en faveur de **la diversification des exploitations agricoles** (Mesure 5) et de **l'agriculture biologique (Mesure 04)** dans une logique de développement des circuits courts. Les actions liées à la production, la transformation et la commercialisation pourront être soutenues, notamment dans une logique de distribution à l'échelle des bassins de vie de proximité (restauration collective, tourisme...).

Il s'agit également de soutenir les initiatives visant à améliorer, voire développer, la structuration de **filières locales (Mesure 06)** (dans une logique de **qualification des produits**). Sont plus particulièrement concernées la **filière cidre du Perche, du cheval percheron, ainsi que des activités de l'agro-alimentaire** à structurer (notamment viande bovine du Perche ...) (**Mesure 9-2**) et à identifier/accompagner. De même, les filières non alimentaires telles que la **filière bois (en portage agricole) et les agro-matériaux** présentent de multiples intérêts au plan de l'économie locale, de la valorisation des savoir-faire locaux (réhabilitation du patrimoine naturel et local identitaire) et de la protection du climat (économie d'énergie, énergie renouvelable utilisant les forêts et les haies du Perche).

AXE A3 : Economie agricole	Crédits réservés	Investissement
Mesure N° 04 : Développement de l'agriculture biologique	50 000 €	50 000 €
Mesure N° 05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)	50 000 €	50 000 €
Mesure N° 06 : Développement et structuration des filières locales territorialisées	50 000 €	50 000 €
Mesure N° 07 : Acquisition de matériels en commun dans le cadre de filières régionales	50 000 €	50 000 €
TOTAL	200 000 €	200 000 €

Descriptif sommaire des projets identifiés**Mesure 07****Acquisition de matériels par la CUMA de la BERTHE**

Maître d'ouvrage : CUMA de la BERTHE

Montant estimatif (cumulé) : 52 900€ HT

Contenu : andaineur, faneuse, faucheuse

Date d'éligibilité des dépenses : 2 novembre 2016

Développement de l'agriculture biologique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional - Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau et des paysages 	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP/Filière) - Investissements de transformation - Investissements de commercialisation 	
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre - Structures collectives, CUMA, AMAP - Collectivités (pour des locaux collectifs de vente par exemple) 	
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10% par rapport à un producteur conventionnel Bonification de 5% pour tout nouvel installé (cumul 40%) 35% (collectivités, CUMA, structures collectives)- la maîtrise d'ouvrage collective s'entendant par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 10 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle et 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective.</p>	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation de certification AB de l'année - Production d'une analyse économique montrant le marché visé et l'impact de l'investissement sur les postes dépenses et recettes (sur 3 ans) - Participation à une organisation collective de promotion ou de la restauration collective - Avis DDT sur la légalité de l'aide 	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés PCET 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evolution de la surface cultivée en agriculture biologique (année 0= 2012) • Evolution du nombre d'agriculteurs biologiques (année 0=2012)

Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional - Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques - Limiter le transport des productions agricoles - Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs - Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts, à l'agritourisme
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives, CUMA
Financement régional	<p>25% (exploitant quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) Bonification de 10% pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans - agriculteur biologique <p>...dans la limite de 40%</p> <p>35% CUMA, structures collectives : la maîtrise d'ouvrage collective s'entendant par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...</p> <p>Subvention plafonnée à</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 000 € pour les agriculteurs - 30 000 € pour les CUMA et structures collectives
Modalités	<p>Investissements éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements de production liés à une diversification, quelle que soit le type de production, si celle-ci représente moins de 20% du chiffre d'affaires global de l'exploitation - Investissements de production relative à une niche économique - Investissements relatifs à la transformation (sauf dans le cas d'une prise en charge dans le cadre d'un CAP/Filière - exemple : filière caprine) - Investissements liés à la commercialisation (matériels, locaux) <p>Modalités de financement des opérations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eligibilité de la demande examinée au vu de la production, du volume et des modes de commercialisation (et ventilation des volumes/mode de commercialisation) - La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aides publiques : Avis de la DDT relatif à la légalité de l'aide - Production d'une analyse économique et d'une étude de marché montrant l'impact de l'investissement sur les postes dépenses et recettes (sur 3 ans) - Pour les points de vente non adossés physiquement à l'exploitation, les démarches collectives seront prioritairement soutenues. Elles ne devront pas fragiliser le tissu artisanal et commercial existant (avis de la CCI et de la CMA) - Les projets de transformation ne devront pas fragiliser les structures existantes (abattoirs, etc.). Les démarches collectives seront prioritairement soutenues.

**Indicateurs
d'évaluation****INDICATEURS TRANSVERSAUX**

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés nouvel installé
- Nb de projets bonifiés agriculture biologique

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre d'exploitations ayant développé un volet commercialisation
- Nombre d'exploitations ayant mis en place une nouvelle production
- Nb d'exploitation ayant mis en place un volet transformation

Développement et structuration des filières locales territorialisées

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir l'emploi agricole (non délocalisable) - Favoriser la création de valeur ajoutée dans les exploitations - Maintenir et développer des productions identitaires du territoire régional pour valoriser le patrimoine culturel local (valorisation touristique notamment) 	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Investissements de production, transformation, commercialisation, expérimentation, communication <p>Les investissements éligibles seront déterminés dès lors que les démarches de filières seront abouties et les programmes d'actions validés par la Commission permanente régionale</p> <ul style="list-style-type: none"> - AMO menée en amont de la démarche de filière 	
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Etude préalable : PETR, PNR, structure collective, organisation professionnelle, EPCI, chambre d'agriculture - Programme d'actions : Exploitants agricoles, structures collectives, CUMA, organisation professionnelle 	
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - AMO menée en amont de la démarche de filière : 50% - Investissements : <ul style="list-style-type: none"> - 25% (exploitants individuels) - bonification de 10% pour : <ul style="list-style-type: none"> - tout nouvel installé - agriculteur biologique ... dans la limite de 40% - 35% pour les CUMA, structures collectives : la maîtrise d'ouvrage collective s'entendant par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA... <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle ou collective</p> 	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Chaque filière locale devra présenter une démarche organisée s'appuyant sur la méthodologie régionale (état des lieux, enjeux, objectifs, programme d'actions) - Actions collectives obligatoires - La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aides publiques : Avis de la DDT relatif à la légalité de l'aide - Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication 	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de démarches de filières engagées • Nombre d'exploitations concernées • Nombre de conventions signées (programmes aboutis)

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

**Acquisition de matériels en commun
dans le cadre des filières régionales**

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'emploi agricole sur le territoire régional - Réduire les coûts de mécanisation - Augmenter les marges sur les productions agricoles - Développer l'entraide et la mise en réseau des agriculteurs - Permettre l'acquisition de matériels spécifiques pour développer des pratiques culturales novatrices et plus favorables à l'environnement 	
Contenu	Acquisition dans un cadre collectif en CUMA de matériels relevant d'une filière régionale, selon liste prioritaire établie par la profession notamment lors de la négociation du CAP/Filière, et dans la mesure où cette filière est prioritaire sur le territoire ou sur le Bassin de vie	
Maîtres d'ouvrage	CUMA	
Financement régional	Maîtres d'ouvrages bénéficiaires : CUMA Taux de subvention : 35% Subvention plafonnée à 30 000 € par dossier	
Modalités	Avis de la FDCUMA 4 utilisateurs minimum Renouvellement exclu (sauf démonstration d'un accroissement d'activité d'au moins 50%)	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> • Evolution du nombre de CUMA au niveau régional (identifier point 0 = 2012)

Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

1.B. L'accompagnement de la mutation économique du Bassin de Vie

- Développer l'économie sociale et solidaire (ESS)
 - o Accompagner le développement et la structuration de l'ESS, en particulier dans les secteurs des services et de l'artisanat

Justifications des choix de mesures au sein de l'axe :

Le territoire du Perche d'Eure et Loir offre un environnement favorable aux activités liées à l'Economie Sociale et Solidaire et souhaite être un territoire d'innovation entrepreneuriale. Cela se traduit par une mobilisation des acteurs économiques et sociaux autour de projets d'innovation sociale, d'innovation de service, de l'économie collaborative, circulaire et numérique.

Le tissu associatif et d'entreprises sociales est actif sur notre territoire et permet à de nouveaux porteurs de projet d'émerger.

Plusieurs entreprises et associations œuvrent déjà dans ce sens : Wild Code School, Mutinerie Village, Superlipopette, La Boite à Outils, SOS Récup, le CBE, BGE ; proposant un large spectre de services afin de couvrir les besoins locaux.

La transformation de la SEFARD en SCOP montre, par ailleurs, que l'esprit coopératif est présent chez nos PME.

En ce qui concerne l'agriculture, nous constatons un véritable intérêt pour les circuits courts sur notre territoire et une volonté de développer, toujours plus, la vente directe. La démarche doit être soutenue et accompagnée afin de structurer et fluidifier la filière agroalimentaire locale. Le développement d'entrepreneurs agricoles couvés en est l'exemple.

Les porteurs de projets sont ainsi encouragés à créer et développer des activités de ce type, aidés par des acteurs locaux qui les accompagnent dans leurs démarches : PETR, URSCOP, CBE, la CAE de BGE, la couveuse AINEE, Centre Actif, Les Cigales du Perche, les diverses Fondations et certains réseaux bancaires.

L'insertion par l'activité économique est portée par le CBE et SOS Récup sur leurs champs respectifs, et peut se développer sur notre territoire en lien avec les acteurs de l'emploi et les besoins en emploi non couverts (**Mesure 08**).

AXE A4 : Economie Sociale et Solidaire	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 08 : Insertion par l'Activité Economique	0 €		
TOTAL	0 €		

Projets pressentis :

- Pas de projet pressenti à ce stade de l'élaboration du contrat (mobilisation de l'enveloppe fongible possible)

Insertion par l'Activité Economique des personnes en difficultés

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficultés et handicapées
Contenu	<p>⇒ Acquisition de foncier lié au développement de l'activité de la structure</p> <p>⇒ Aide à l'investissement immobilier (y compris acquisitions foncières et immobilières) pour permettre le développement de l'activité de l'association (locaux administratifs exclus)</p> <p>⇒ Aménagements productifs, Equipement et matériels nécessaires pour le développement de l'activité de l'association (machines, outils, acquisition de véhicule...) hors mobilier et équipement des locaux administratifs</p> <p>⇒ Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</p> <p>Domaines d'activités : agriculture bio, maraîchage, services à la personne, éco-construction, éco-conception, entretien des espaces verts, collecte et recyclage d'objets de récupération...</p>
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Structures agréées au titre de l'Insertion par l'activité Economique (IAE) : Association Intermédiaires (AI), Entreprise d'Insertion, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Atelier et chantier d'insertion (ACI) - Entreprises Adaptées (EA) et Etablissement ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) - Régie de quartier
Financement régional	Taux : 40%
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à l'insertion par l'activité économique des personnes en difficultés <ul style="list-style-type: none"> - Agrément de la DIRECCTE - Présentation du projet social validé par les services de l'Etat - Plan de formation proposée aux salariés par la structure d'insertion • Soutien à l'insertion professionnelle des personnes handicapées <ul style="list-style-type: none"> - Les structures doivent bénéficier d'un agrément « Entreprise adaptée » de la DIRECCTE ou « Etablissement et Services d'Aide par le Travail » par la DDCSPP - Respect de la réglementation européenne en matière d'aides aux entreprises dès lors que la structure exerce une activité relevant du secteur concurrentiel. - Quand l'acquisition concerne des véhicules légers, ils devront présenter un niveau d'émission en CO2 correspondant à la classe C (max 120g CO2/km). L'achat de véhicules propre est recommandé <p>Pour les projets immobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m2/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) - La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve d'équipements publics peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,



	<ul style="list-style-type: none"> ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*, ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes- dans l'interprétation régionale, étiquette énergétique B</i></p>
--	---

Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes insérées à leur sortie du dispositif (CDD de plus de 6 mois, CDI, alternance) • Nombre de personnes handicapées insérées • Nombre d'utilisateurs des services de la structure • Nombre de salariés de la structure ayant suivi une formation

Axe A5 : Commerce Artisanat

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

1.A Soutien et consolidation d'un socle industriel diversifié, innovant et compétitif

- Structurer le tissu de PME, moteur de l'économie locale : accompagner les TPE/PME pour structurer leur stratégie de développement

1.B. L'accompagnement de la mutation économique du Bassin de Vie

- Valoriser la filière bois

- o Préserver et valoriser la ressource forestière (et du bois de haies),
- o Favoriser l'émergence et la structuration de micro-filières s'appuyant sur le bois (l'«économie verte», l'écoconstruction,...)
- o -Favoriser le développement de PERCHEBOIS
- o -Encourager le recours au bois local, notamment dans la construction (ainsi que dans les secteurs d'aménagement extérieur, de mobilier...)

Justifications des choix de mesures au sein de l'axe :

L'activité artisanale et commerciale constitue un enjeu majeur en termes de maintien de l'emploi et des services en milieu rural, ainsi qu'un élément fort de l'attractivité du territoire. Aussi, le Perche a fait le choix de s'engager dans la mise en œuvre de plusieurs Opérations en faveur de l'artisanat et du commerce (succès des OCMACS successives mais aussi du dispositif Perche Ambition porté par les intercommunalités et accompagné techniquement par le PETR). Compte-tenu de l'âge des entrepreneurs, et au regard de la situation de certains secteurs au plan commercial, une attention particulière sera portée sur la transmission des entreprises ainsi que sur les opérations portées collectivement en faveur du ré-enchantement commercial (**Mesure 09-1**). En effet, l'image du Perche et son dynamisme passe également par des initiatives en faveur de la modernisation de l'activité commerciale (mise en réseau, animations, commandes en ligne...), ainsi que de la mise en avant de l'identité percheronne (qualité architecturale, signalétique harmonieuse, élaboration et mise en œuvre d'une charte d'enseigne et de façade, coordination et sensibilisation des professionnels...).

Au-delà des investissements individuels désormais soutenus par la politique Régionale (CAP), des actions collectives orientées vers la mise en réseau d'entreprises, la structuration de filières locales, le développement de nouveaux marchés, la valorisation de la qualité et des savoir-faire, doivent être encouragées et accompagnées. Sont visées en particulier les filières bois, l'artisanat d'art et d'autres filières artisanales liées à la réhabilitation de bâtiments avec des matériaux traditionnels (matériaux bio-sourcés, éco-construction) (**Mesure 09-2 : Filière bois**) et bien sûr les activités issues de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles notamment issus du système alimentaire territorial (ex : élevage) (**Mesure 09-3 : Filière alimentaire locale et développement des activités agro-alimentaires**).

AXE A5 : Commerce Artisanat	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 09-1 : Animations en faveur de ré-enchantement commercial*	17 000 €	17 000 €	
Mesure N° 09-2 : Filière bois (hors bois-énergie)	25 000 €	0 €	25 000 €
Mesure N° 09-3 : Filière agro-alimentaire**	0 €	0 €	0 €
TOTAL	42 000 €	17 000 €	25 000 €

* crédits liés au poste d'animateur du PETR fléchés sur la fiche 2-1 Promotion économique

** mobilisation de cette fiche à partir de 2018 sous réserve de la stratégie alimentaire régionale en cours de définition

Animations en faveur du ré-enchantement commercial

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la modernisation et la transmission des entreprises artisanales et commerciales - Contribuer au maintien du commerce et à l'attractivité des commerces en milieu rural 	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etude préalable (diagnostics, positionnement, mobilité ...), prestations intellectuelles (interventions d'experts, coaching..., formations ...) • Opérations groupées locales de communication, promotion et d'animation du commerce et de l'artisanat (cohérence avec le contrat de ruralité) 	
Maitres d'ouvrage	UCIA, associations, Syndicat de PETR	
Financement régional	<p>Taux de 50 % investissement/fonctionnement pour les animations groupées (prestations, petits équipements)</p> <p>Taux de 50 % pour le salaire d'un animateur au Pôle Territorial (0.5 ETP sur 3 ans)</p>	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place d'une communication spécifique sur la participation financière de la Région à l'opération ✓ Articulation des actions collectives locales entre les UCIA. 	
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de reprises d'entreprises - Nombre d'emplois créés - Nombre d'emplois confortés - Nombre commerces soutenus 	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb d'Ha artificialisés 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb de reprises d'entreprises • Nb de commerces soutenus » <p>Nb et type d'actions collectives mises en place</p>

Développement de la filière bois (hors bois énergie)

Objectifs	<p>La valorisation des ressources locales constitue une priorité pour le Pôle Territorial du Perche. Lors du précédent Contrat, les acteurs de la filière bois ont contribué à l'élaboration d'un programme d'actions de développement à 5/10 ans. L'animation de la filière et l'accompagnement des professionnels de la 1^{ère} et 2nde transformation (notamment depuis la disparition du CODEL, soutien important de l'association Perchebois) doivent être renforcés pour élaborer une gamme de produits de qualité valorisant les savoir-faire percherons et conquérir de nouveaux marchés (marchés locaux et synergies régionales et nationales).</p>	
Contenu	<p>Le Pôle Territorial souhaite soutenir les actions favorisant le développement voire l'émergence de filières liées aux ressources locales, et en particulier à l'économie verte (bois, éco-construction, ...) : structuration, mise en réseau des acteurs, investissements collectifs, innovation, communication.</p> <p><u>Investissement :</u></p> <p>Equipements collectifs (ex : acquisition d'une machine spécifique par plusieurs artisans, etc.). Mobilisation CAP sur matériel technologique innovant (achat individuel ?)</p> <p><u>Fonctionnement :</u></p> <p>Etudes, animation / structuration, communication/promotion de la filière</p>	
Maîtres d'ouvrage	<p>collectivités, PETR, chambres consulaires, associations, groupements d'entreprises</p>	
Financement régional	<p>50% pour l'ingénierie et la communication 30 % pour les équipements collectifs.</p>	
Modalités	<p>Les actions seront proposées à la Région qui se prononcera au cas par cas en amont.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les politiques sectorielles de la Région seront mobilisées en priorité. • Le cas échéant, une articulation avec les Contrats CAP « filière » devra être assurée (exemple : CAP filière forêt-bois...). 	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'entreprises créées (par filière) • Nombre d'entreprises ayant diversifié leur activité (par filière) • Nombre d'emplois créés par filière • Nombre d'emplois confortés par filière 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre, type et volume de ressources valorisées • Nombre et type d'actions mises en place • Nombre d'entreprises concernées par action

FICHE-ACTION PROPOSÉE PAR LE TERRITOIRE

Filière alimentaire locale et développement des activités agro-alimentaires

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir l'emploi agricole en proposant de nouveaux débouchés (non délocalisables) et générer de nouvelles activités et de nouveaux emplois en lien avec les PME locales (importance de la population active locale du secteur industriel) - Favoriser les liens entre agriculture et PME en utilisant les ressources locales et identitaires - Aider à la modernisation et à la structuration des petites unités de productions locales - Encourager les logiques collectives et les modes de distribution directs pour les petites unités - Encourager les synergies locales et les entrepreneurs porteurs de projets innovants en matière agro-alimentaire (Vallégrain, Fruitofood, ... petites unités de transformation ...) 	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Analyser le potentiel de création d'activités en lien avec les ressources agroalimentaires du Perche (liens agriculture et PME) - Définir et mettre en place des actions de transformation et de changement d'échelle pour les petites unités en lien avec les PME - Animer la filière et recenser les besoins des unités de production (économiques, formation, emploi) et mettre en œuvre des actions de professionnalisation en lien avec les PME - Déterminer les stratégies de développement et de création d'emplois avec les acteurs de l'agro-alimentaire, établir les synergies locales et en Région (+ régions limitrophes exemplaires dans ce domaine) - Mener une démarche spécifique d'animation auprès des entrepreneurs de l'agro-alimentaire (dont innovation/création jusqu'à la commercialisation y compris la commercialisation mutualisée) <p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes, animation / structuration (internalisée PETR ou externalisée) - Communication/promotion de la filière 	
Maîtres d'ouvrage	Pôle Territorial, communautés de communes, Chambre consulaire, groupement d'entreprises.	
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - Animation dédiée : 50% du poste d'animation travaillant pour une durée de 3 ans maximum (0.25 ETP à partir de 2018/2019 ?). - 50% Actions d'animations spécifiques portées par les professionnels de l'agro-alimentaire (agricoles et non agricoles) 	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Animation dédiée (organisation et moyens dédiés à la gestion et à la promotion de la zone). ✓ Les missions de l'animateur seront définies précisément avec la Région en amont. 	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre, type et volume de ressources valorisées • Nombre et type d'actions mises en place • Nombre d'entreprises concernées par l'action

Axe A6 : Economie touristique

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

1.C. Mettre en œuvre une vraie destination touristique

- Adapter le réseau d'accueil, d'information et de promotion touristique
 - o Repenser l'organisation touristique : regroupement et mutualisation des Offices de Tourisme, fédérer les acteurs autour d'une destination Perche (avec le Perche Ornaïs et le Perche Sarthois labellisé « Pays d'Art et d'Histoire »)
 - o Créer des liens entre acteurs du tourisme et résidents secondaires
 - o Structurer une offre diversifiée et innovante de sites, d'animations et d'événements touristiques : événements marquants type « Percheval », parc aquatique de Fontaine-Simon...
 - o Encourager les usages numériques : hébergeurs/prestataires...
- Affirmer le pôle d'excellence « slow tourism »
 - o Asseoir et promouvoir ce positionnement distinctif : art de vivre, tourisme de nature, itinérances douces
 - o Structurer et promouvoir l'offre d'itinérances : développement du réseau cyclo-touristique, « escapades percheronnes », développer le tourisme équestre
 - o Valoriser les atouts touristiques : parc et jardins de Thiron-Gardais, musée du Perche au château St Jean, patrimoine identitaire bâti...
 - o Articuler gastronomie et productions locales : valoriser produits fermiers et de terroir
 - o Développer le tourisme de campagne : activités de découverte du PNR, patrimoine naturel...
 - o Diversifier, qualifier et stimuler l'offre d'hébergements et de loisirs

Justifications des choix de mesures au sein de l'axe :

Le tourisme constitue une des dimensions fondamentales de l'économie du territoire. L'attractivité touristique du Perche est réelle mais peu valorisée et concurrencée. Ses positionnements stratégiques sur des cibles porteuses doivent être mieux définis et développés (ces éléments ont notamment été révélés à l'occasion du schéma de développement touristique préparatoire au Contrat de destination Perche). Les activités de la filière touristique peuvent être développées en s'appuyant sur les atouts et potentialités du territoire pour **renforcer sa vocation de destination de « belle campagne » : une destination nature et patrimoniale préservée bénéficiant d'une image moderne et dynamique.**

Aussi, en complément des dispositifs régionaux, et parallèlement à la définition éventuelle de la marque Perche co-pilotée avec le Parc Naturel Régional du Perche, il est proposé de mobiliser les crédits territorialisés sur :

- Le développement de produits touristiques diversifiés, reposant sur des loisirs en cohérence avec les atouts du territoire conformes à la promesse d'une destination « slow tourism ». Si de nombreux projets ont été menés depuis le Pays d'accueil touristique et la création du Parc Naturel Régional, les aménagements doivent être complétés (Pays à vélo Mesure 10 aménagements connexes), (Mesure 12 Itinérance touristique équestre), et surtout animés (Mesures 14 et 14-1). En effet, en l'absence d'un site touristique d'envergure, le territoire a plus que jamais besoin de gagner en notoriété par l'originalité des loisirs proposés (ex : téléski-nautique de Fontaine-Simon, ...) et par la qualité des prestations proposées (identifications de projets phares porteurs de notoriété extra territoriale, ex : projet culturel/festival, animations autour des productions circuits courts/de la gastronomie locale, accueil de chefs étoilés...) (**Mesures 03**)
- Une organisation touristique optimisée et coordonnée. Le transfert de la compétence « promotion touristique » au Pôle Territorial pose l'exigence d'un management des équipes pour préparer les échéances de 2017 et pour simplement améliorer la qualité de l'accueil (bonnes pratiques, mutualisation et spécialisation du personnel, développement des outils de gestion « clientèle », accompagnement des prestataires touristiques...) tout en conservant

une relation de proximité avec les clientèles, par communauté de communes (**Mesure 14 : Sites et accueil touristiques**)

- Le développement des outils marketing et de l'animation nécessaires au déploiement de la marque touristique sur la destination Perche (à l'échelle du Pôle, la priorité sera donnée aux outils privilégiant les usages numériques et collaboratifs) (**Mesure 14-1 Marketing territorial et animations touristiques**)

AXE A6 : Economie touristique	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure 10 : Le Pays à vélo	40 000 €	40 000 €	0
Mesure 11: Itinérance touristique pédestre	0 €	0	0
Mesure 12 : Itinérance touristique équestre	20 000 €	20 000€	0 €
Mesure 14 : Sites et accueil touristiques	70 000 €	70 000 €	0
Mesure 14-1 : Marketing territorial et animations touristiques	50 000 €	40 000 €	10 000 €
TOTAL	180 000 €	170 000 €	10 000 €

Projets pressentis :

- Outils marketing touristiques (OT Perche 28 /PETR)
- Aménagements dans les offices de tourisme

Tourisme à vélo : Le Perche à vélo

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Développer et valoriser un réseau cyclable régional à vocation touristique qualifié et jalonné conçu en fonction de clientèles ciblées. Il s'organisera autour d'une quinzaine de territoires cyclables « les Pays à vélo » et 6 véloroutes structurantes identifiés par le Schéma régional véloroutes et voies vertes adoptés en 2007
Contenu	<p>Etude de faisabilité « Pays à vélo », étude d'aménagement et de jalonnement des itinéraires, acquisition foncière, aménagement cyclable et signalétique des itinéraires, aménagement de connexions des itinéraires aux gares ferroviaires, aménagements connexes (stationnements vélo, points d'eau, aires de repos, toilettes...), supports de communication et de promotion en adéquation avec les guides techniques et dispositifs de communication touristique régionaux.</p>
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Itinéraires Pays à vélo</u> : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude de faisabilité: PETR ⇒ Investissement : EPCI et PETR selon des boucles entières et fonctionnelles touristiquement, issues de l'étude de faisabilité. ⇒ Support de communication et de promotion à l'échelle du PETR, EPCI - <u>Aménagements connexes aux itinéraires</u> : EPCI, PETR, commune le cas échéant
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Pays à vélo et aménagements connexes</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Investissement : 40% • Etude Pays à vélo : 80% - <u>Support de communication et de promotion</u> : 50 %
Modalités	<p>Signature d'une convention spécifique VéloCentre qui précisera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les responsabilités de chaque partenaire en matière d'étude, d'aménagement, d'entretien des infrastructures cyclables, d'animation et de communication touristique, d'évaluation de la fréquentation et des retombées économiques - la programmation pluriannuelle des travaux et leur financement - <u>Itinéraires découlant des études Pays à vélo et aménagements connexes</u> : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude préalable selon le cahier des charges régional « Pays à vélo » ⇒ Signalisation directionnelle : selon guide régional de la signalisation avec conception d'un plan de jalonnement ⇒ Association des Directions du tourisme et de la communication du Conseil régional en amont de la démarche sur le projet Pays à vélo et à l'ensemble du processus, Conseil départemental, de l'ADRT et du CRT

	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Supports de communication et de promotion complémentaires aux supports régionaux et départementaux :</u> - Maîtrise d'ouvrage unique et organisée a minima à l'échelle du Pays - Conception en lien avec le CRT et l'ADRT en intégrant la stratégie touristique régionale de marque (ex : Val de Loire, Berry Province...) et les plateformes technologiques du CRT ⇒ Avis du CRT, ADRT, Conseil départemental ⇒ Association et avis des directions du tourisme et de la communication du Conseil régional sur l'ensemble du processus et validation de tous les supports de communication en amont ⇒ Respect du cahier des charges régional pour la conception de fiches circuit vélo, carnets de routes et topoguides (Cession totale des droits de propriété, d'usage et de support (numérique en particulier) au Conseil régional et ses principaux partenaires (CRT notamment))
--	--

Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb d'Ha artificialisés 	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution du linéaire des itinéraires cyclotouristiques aménagés en nb de kilomètres aménagés par an • Evolution du nombre d'établissements labélisés « Accueil vélo » • Evolution du nombre de nuitées sur le territoire • Fréquentation des itinéraires et évaluation des retombées économiques en lien avec le CRT

Itinérance touristique pédestre

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Organiser et structurer une offre d'itinéraires et de circuits de randonnée pédestre de qualité, commercialisable et pourvoyeuse de retombées économiques en lançant un programme commun sélectif de circuits pédestres touristiques partagés par les départements et valorisables à l'échelle régionale supposant : <ul style="list-style-type: none"> • de concentrer l'action régionale sur les trois grands itinéraires de randonnée pédestre à destination de Saint Jacques de Compostelle via Chartres et via Vézelay et sur la traversée du Val de Loire • d'améliorer la qualité des chemins empruntés par ces 3 sentiers d'envergure nationale, qualifier les services connexes et assurer les liaisons avec les gares ferroviaires • de développer et de conforter les étapes partagées par les randonneurs pédestres et les cyclistes
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité, - Etude d'aménagement et de jalonnement des itinéraires, acquisition foncière, aménagement des cheminements (remise en état du terrain naturel avec reprise ponctuelle; busage, barrière, bas-côté routier, franchissement de pont ...) et signalétique des itinéraires, points d'eau et toilettes publiques de proximité, équipements de halte pique-nique de proximité existante ou à créer - Supports de communication et de promotion adaptés à la technicité de la pratique pédestre et aux dispositifs d'informations touristiques régionaux. <p>Le programme s'organisera selon une échelle intercommunale a minima, et en cas de phasage, chaque tranche portera sur des sections touristiquement fonctionnelles.</p>
Maîtres d'ouvrage	<p><u>Itinéraires et aménagements connexes</u> : EPCI, PETR commune le cas échéant pour aménagements connexes</p> <p><u>Supports de communication et promotion</u> : PETR, EPCI, CDT</p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - 1/ <u>Itinéraires de randonnée pédestre</u> : 40 % - 2/ <u>Support de communication et promotion</u> : 50 %
Modalités	<p>1/ <u>Itinéraires de randonnée pédestre</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Programme développé à l'échelle du PETR en lien avec le PDIPR - Mise en place d'une signalétique agréée et avis de la FFRP et du Conseil départemental - Association de la direction du tourisme du Conseil régional à la réflexion - Avis de l'ADRT

	<p><u>2/ Supports de communication et promotion complémentaires aux supports régionaux et départementaux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise d'ouvrage unique et organisée à l'échelle du PETR a minima - Conception intégrant la stratégie touristique régionale de marque (ex: Val de Loire, Berry Province...) - Avis de l'ADRT et avis du Conseil départemental - Association et avis des Directions du tourisme et de la communication du Conseil régional sur l'ensemble du processus et validation de tous les supports de communication en amont - Cession totale des droits de propriété, d'usage et de support (numérique en particulier) au Conseil régional et ses principaux partenaires (CRT notamment)
--	--

<p>Indicateurs d'évaluation</p>	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb d'Ha artificialisés 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de kilomètres de cheminement rénovés • Fréquentation des itinéraires et évaluation des retombées économiques • Evolution du nombre de nuitées sur le territoire
--	---	--

Itinérance touristique équestre

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Faire émerger et construire une offre de tourisme équestre homogène bénéficiant d'une chaîne de services et d'équipements qualifiés, respectueuse des normes nationales promues par la FFE et lisible à l'échelle régionale à l'instar du tourisme à vélo, en : <ul style="list-style-type: none"> o initiant et développant l'itinérance touristique avec équidés (cheval, attelage, âne bâté) prioritairement sur les territoires touristiques volontaristes et sur quatre pôles équestres qui bénéficient déjà d'une dimension nationale : <ul style="list-style-type: none"> • le parc fédéral de Lamotte Beuvron (siège de la FFE), • le pôle de l'âne et du cheval à Lignières, • le Perche, bassin d'origine de la race percheronne, • le Val de Loire o développant un réseau de parcours équestres vitrines en partenariat avec les centres équestres de proximité qualifiés « tourisme » ou mobilisables sur cette filière, et les prestataires touristiques
Contenu	<p>Sur des territoires touristiques reconnus et mobilisant les structures professionnelles équestres :</p> <p>1) <u>Etudes et aménagement des itinéraires</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • études de faisabilité • études d'aménagement et de jalonnement des itinéraires, acquisition foncière, aménagement des cheminements (remise en état du terrain naturel avec reprise ponctuelle, busage, barrière, franchissement de pont...) et signalétique des itinéraires, • aménagements permettant l'accueil des équidés et des cavaliers dans le cadre d'itinéraires touristiques fonctionnels : accessibilité des structures équestres labellisées tourisme, aménagements de points d'eau, équipement de halte pique-nique, d'aire d'arrêt à proximité des sites touristiques et patrimoniaux (avec longe ou barre d'attache, clôture)... • supports de communication et de promotion adaptés à la technicité de la pratique équestre et aux dispositifs d'informations touristiques régionaux <p>2) <u>Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres labellisées « Centre de tourisme équestre » ou « Cheval Etape » dans le respect des cahiers des charges FFE-CNTE</u> : accueil (signalisation, chemin d'accès, local d'accueil, espace de convivialité, sanitaires, vestiaires), infrastructures adaptées à la pratique (hébergement des équidés intérieurs (boxes, stalles, stabulations) ou extérieurs (paddocks, prés), sellerie, aire d'attache et de préparation, douche, matériel d'attelage, matériel de sellerie de qualité adapté à la randonnée.</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Itinéraires et équipements des cheminements : EPCI, Pays/ PETR, CDE28</p> <p>Supports de communication et promotion a minima à l'échelle du Pays : Pays/PETR, EPCI, CDT, CDE28</p> <p>Aménagements des structures professionnelles équestres : entreprises ou exploitations agricoles labellisées tourisme, collectivités avec gestion professionnelle, associations</p>
Financement régional	<p>1/ <u>Itinéraires</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étude : 80 % - investissements : 40%

2/ Support de communication et promotion : 50 %

3/ Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres labellisées « Centre de tourisme équestre » ou « Cheval Etape » :

- 25 %, porté à 35 % pour un agriculteur nouvel installé
- 35% associations et collectivités
- Pour les projets privés : subvention plafonnée à 10 000 €, pouvant être portée exceptionnellement à 50 000 € dans le cas de projets dont le rayonnement touristique régional est avéré

Modalités

1/ Itinéraires de randonnée équestre :

- Association de la direction du tourisme du Conseil régional à la réflexion en amont
- L'assistance d'un bureau d'étude spécialisé dans le développement du tourisme équestre est fortement recommandée
- Etude de faisabilité à l'échelle du Pays comprenant : la structuration du tourisme équestre français et international, le marché et l'évolution de la demande, l'étude de clientèle, la mobilisation des acteurs du territoire (les établissements équestres, les associations de cavaliers, les Comités départemental et régional de tourisme équestre, les prestataires touristiques et acteurs publics), l'étude des itinéraires et des aménagements, les préconisations pour le développement et la communication touristique, le plan de développement et de financement pluriannuel
- Mise en œuvre des préconisations techniques du Comité National de Tourisme Equestre sur la signalétique, l'équipement, la qualification des cheminements et des structures d'accueil équestres
- Avis de l'ADRT et du Conseil départemental

2/ Support de communication et promotion complémentaires aux supports régionaux et départementaux :

- Maîtrise d'ouvrage unique et organisée a minima à l'échelle du Pays
- Conception en lien avec le CRT et l'ADRT en intégrant la stratégie touristique régionale de marque (ex : Val de Loire, Berry Province...) et les plateformes technologiques du CRT
- Association et avis des Directions du tourisme et de la communication du Conseil régional sur l'ensemble du processus et validation de tous les supports de communication en amont
- Cession totale des droits de propriété, d'usage et de support (numérique en particulier) au Conseil régional et ses principaux partenaires (CRT notamment)

3/ Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres labellisées :

- Label Centre de Tourisme Equestre ou Cheval Etape
- Avis des chambres consulaires, avis de la DDT pour les entreprises
- Avis de la direction du tourisme du Conseil régional et AGREF

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nb d'Ha artificialisés

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Evolution du nombre de nuitées sur le territoire
- Linéaires d'itinéraires équestres qualifiés
- Nombre de Centres de Tourisme Equestre en région Centre (8 en 2012) et Cheval Etape (création du label en 2012)
- Fréquentation des itinéraires et évaluation des retombées économiques

Sites et accueil touristiques

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser le territoire régional autour de grandes destinations touristiques pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits - Conforter les destinations de tourisme de nature identifiées dans la SRTD : Brenne, Perche, Val de Loire, Forêt d'Orléans, Sologne - Augmenter l'attractivité touristique du territoire régional
Contenu	<p><u>Pour les sites de visite, les espaces naturels, et les sites de loisirs de plein air:</u> Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation</p> <p><u>Pour les lieux d'information touristique :</u> Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels numériques</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>EPCI, PETR, propriétaires privés, association, communes pour les sites</p> <p>EPCI, PETR, association Aire du Perche pour les lieux d'information touristique</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements</p> <p>50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <p>Pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée : plafond de subvention de 10 000 €, éventuellement porté à 50 000 € pour des opérations dont le rayonnement touristique régional est avéré.</p>
Modalités	<p><u>Pour les sites de visite et de plein air :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création - Présentation d'un projet touristique : note présentant la fréquentation actuelle, l'insertion du site dans l'offre touristique du territoire, une réflexion globale incluant la stratégie de développement touristique et commercial du site et ses perspectives d'évolution/objectifs à moyen terme (évolution de chiffre d'affaires et de tarifs envisagée, diversification des publics et des clientèles, activités développées, animations, justification de l'extension le cas échéant, compte prévisionnel sur 3 ans minimum en cas de rénovation et 5 ans en cas de création pour les sites de visite, modalités de gestion et d'ouverture au public pour les sites de plein air, etc...) - Association en amont des directions du Conseil régional concernées (tourisme, culture et/ou environnement) - Avis de l'ADRT <p>• <u>En sus pour les sites de visite seuls :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sont éligibles les sites portant sur les thèmes des 4 filières identifiées dans la stratégie régionale de tourisme durable : patrimoine culturel (monuments ouverts à la visite, parcs et jardins, centres d'interprétation...), tourisme de nature, itinérances douces, art de vivre - Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé - Gestion professionnelle selon les critères suivants :

- o au moins une personne dédiée et formée à l'accueil et à la gestion d'un équipement touristique (ou si la personne n'a pas de formation initiale dans ce domaine : participation aux formations Tourisme O Centre de la politique régionale)
- o stratégie web et outils de promotion : au moins une page web dédiée, traduite dans une langue étrangère minimum, et possibilité de réservation en ligne (par formulaire ou mail)
- o ouverture minimum 5 mois continus par an
- o travail en réseau avec les acteurs touristiques locaux (mise à disposition de brochures, éventuellement partenariat avec des sites pour tarif privilégié...)

Pour les lieux d'information touristique

- Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens)
- Accompagnement de la FROTSI sur le projet
- Association de la Direction du Tourisme du Conseil régional aux réflexions et de l'ADRT
- Classement minimum catégorie III (après l'opération)
- Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont
- Matériel mobile de promotion « hors les murs » (triporteur, voiture électrique, roulotte...).

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes- Dans l'interprétation régionale, étiquette énergétique B*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de sites labellisés « Accueil vélo »
- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'emplois confortés
- Nombre de sites labellisés Qualité Tourisme

FICHE-ACTION PROPOSEE PAR LE TERRITOIRE

Marketing territorial et animations touristiques

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Développer une communication homogène et identitaire du Perche éventuellement en déclinaison de la marque de destination touristique « Perche » - Développer les actions de visibilité sur les marchés cibles, pour renforcer le positionnement distinctif « slow tourisme » : art de vivre, tourisme de nature, itinérances douces - Utiliser le numérique comme vecteur principal de communication et valoriser le Perche comme une destination dynamique de campagne éco-connectée
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser parallèlement à la définition et à la mise en œuvre d'une éventuelle marque « Perche », le développement des outils nécessaires à la notoriété du Perche (ex : plateforme de marque collaborative grand public (touristes et habitants) de type Berry Province), permettant de valoriser tous les outils promotionnels du territoire et fédérer une communauté de « greeters » percherons pour valoriser la destination Perche au plan national et international, community manager pour organiser la présence du Perche et de ses acteurs sur les réseaux sociaux, applications mobiles géolocalisées « Perche », fonctionnelles et évolutives. - Renforcer la visibilité de l'offre touristique percheronne (hébergements, visites et découvertes, animations et événements) sur les axes structurants régionaux et nationaux qui le traversent (autoroute, gares, Véloscénie), grâce à des outils de promotion de base, une promotion en ligne et des points d'information sur les parcours (QR codes, tables virtuelles interactives, etc...). - Animer le réseau des offices de tourisme du Perche d'Eure-et-Loir autour d'outils fédérant et optimisant l'accueil touristique local (portail en ligne agrégeant l'offre d'hébergements, de gastronomie, d'activités, de découverte (nature,...), d'itinérance (cheval, vélo,...), développement du service de commercialisation (réservation et paiement en ligne de la Place de marché régionale, service de gestion de relation clients mutualisé et centralisé permettant aux acteurs de la promotion touristique de créer une relation régulière et personnalisée avec les touristes venus sur le territoire, outils d'observation de l'économie touristique du Perche, notamment avec le système Tourinsoft.) - Fédérer les acteurs touristiques autour de projets à forte notoriété de type « guide du routard ». <p><u>Investissement :</u></p> <p>Achat et installation de matériel technologique/numérique (ex : tables tactiles, matériel lié à la réalité augmentée ...) dans les lieux d'accueil et sur les flux touristiques (gares, lieux patrimoniaux, autoroute, etc...)</p> <p>Achat/Réalisation d'applications et outils connectés dédiés à l'activité touristique (principale et secondaire)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de contenu pour les acteurs touristiques et accompagnement pour qu'ils soient les ambassadeurs du Perche <p>Editions (spécifiques aux sites de passage ex : aires d'autoroute), supports de communication y compris matériel de communication figurant en section d'investissement</p> <p><u>Fonctionnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions d'animation/formation des agents des offices de tourisme en matière d'élaboration, d'utilisation des outils développés, frais d'animation des outils numériques (ANT, community manager...) - Frais de communication : élaboration, impression et diffusion de documents, relations presse (prestations d'attachés de presse, accueils de journalistes/bloggeurs), supports de communication - Organisation d'événements valorisant la destination touristique

Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Pôle Territorial, Communautés de communes - Office de tourisme - Association des « Aires du Perche » 	
Financement régional	Investissement 25% Fonctionnement à 50 % 80 % du reste à charge concernant le « guide du routard »	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Déclinaison de la destination touristique « Perche » sur les outils et animations développés • Mobilisation d'un comité de pilotage (élus PETR), auquel la direction régional du tourisme sera associée, pour le choix et l'élaboration des outils, en donnant la priorité aux outils numériques • Logo régional sur tout support ou action de communication • 1/10ème des supports de communication pourra être consacré à l'expression de la Région pour les documents/sites internet comportant plusieurs pages 	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb de nuitées supplémentaires développées • NB d'emplois créés • Nb d'emplois confortés 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de sites et applications développés • Nombre d'outils promotionnels créés et diffusés • Nombre de sessions de formations réalisées • Nombre d'évènements promotionnels réalisés

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

2.C – Adapter l'offre de logements et de services aux besoins de la population

- *Mailler le territoire par une offre de services adaptée et attractive pour de nouveaux résidents*

- Développer l'accès aux soins et améliorer la prévention
- Améliorer l'accès aux services par la technologie et les nouveaux usages numériques

Justifications des choix de mesures au sein de l'axe :

Face à une situation critique en matière d'accès aux soins, le territoire du Pays Perche a engagé depuis 2010 une démarche d'animation territoriale de santé, mobilisant les professionnels, élus et partenaires. Après avoir défini une stratégie et un plan d'action, le Pôle Territorial a signé avec ces partenaires un Contrat Local de Santé (CLS). De nombreuses actions d'installation de professionnels médicaux et paramédicaux ont été menées sur le précédent contrat (16 installations avérées), ainsi que des animations visant à rapprocher l'accès des percherons à la prévention grâce à la constitution d'un véritable réseau local (formations des professionnels médicaux et médico-sociaux, informations lors de manifestations en direction de publics cibles, fête de la santé etc...).

Dans ce cadre et parallèlement, les communautés de communes ont considérablement contribué à améliorer les capacités d'accueil collectif des professionnels et des patients (3 maisons de santé pluridisciplinaires soutenus par le Contrat Régional de Pays et 2 pôles de santé libéraux notamment ...). Enfin, l'hôpital de Nogent-le-Rotrou a développé son offre de soins et d'accueil des patients (progression considérable de la chirurgie ambulatoire, rénovation des urgences, développement du plateau technique dont l'acquisition d'un scanner, création d'une unité de dialyse, intégration du centre de péri-natalité sur le site de la rue de l'Europe etc...).

Fort du maillage du territoire en maisons et pôles de santé d'une part, et de la nouvelle organisation des hôpitaux locaux d'autre part, il est proposé de concentrer la mobilisation des crédits du nouveau contrat sur les démarches d'animation (CLS) et de promotion des installations médicales collectives (management de la communauté médicale du Perche de façon mutualisée entre l'hôpital et les maisons/pôles de santé), voire sur des équipements médicaux complémentaires, de façon ciblée et en cohérence avec les pôles existants (ex : Authon-du-Perche). Les actions d'animation et de promotion mériteront d'être analysées et élaborées en concertation entre les communautés de communes, le PETR et la Région (réflexions en cours pour l'animation de la phase 2 du CLS / mobilisation de l'enveloppe fongible le cas échéant).

AXE B1 Services à la population / Santé	Crédits réservés	Investissmt	Fonctnt
Mesure N°15 : MSP et autres structures d'exercices regroupés	80 000 €	80 000 €	
Mesure N°15-1 : Contrat Local de Santé	0	0	0
TOTAL	80 000 €	80 000 €	

Projets pressentis :

- Pôle paramédical (Luigny)
- Cabinet médical satellite MSP Nogent (CC Perche /Authon-du-Perche)

Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercice regroupé

Le contenu et les modalités sont définis en cohérence et complémentarité avec les critères d'éligibilité définis dans le cahier des charges CPER 2015-2020, et ses éventuelles modifications à intervenir pendant la durée du CPER (se référer au cahier des charges complet)

Objectifs

- Réduire la fracture médicale
- Offrir des services de santé répondant aux besoins du territoire, pour la population et pour les professionnels de la santé
- Mettre en place une offre optimisée des services de santé par un accès plus large et rapide aux soins
- Améliorer les conditions d'exercice des professionnels de santé et faciliter l'installation de jeunes professionnels
- Favoriser les actions de promotion, de prévention et d'éducation thérapeutique coordonnées
- Accompagner les mutations en matière de pratique médicale

Contenu

Les dépenses éligibles peuvent concerner des travaux de construction ou de réhabilitation, le mobilier de base des parties communes, des acquisitions foncières et immobilières, voire l'aménagement des abords directs, pour les projets :

- de Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP)
- de centres de santé (exercice salarié)
- de structures fonctionnant en réseau avec une MSP (satellite ou maison de santé dans le cadre d'un Pôle de Santé Pluridisciplinaire)
- au cas par cas, de structures d'exercice regroupé atypiques mais répondant aux objectifs énoncés.

Est exclue, l'acquisition de matériel professionnel, sauf celui lié directement à la télé médecine.

Hors CPER, les projets de cabinets médicaux et paramédicaux seront examinés au cas par cas au titre du Contrat, s'il est avéré que l'intégration dans un pôle de santé pluridisciplinaire, pour un fonctionnement sous forme de satellite d'une MSP, n'est pas envisageable.

Maitres d'ouvrage

collectivités territoriales, leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux). Le portage intercommunal est encouragé.

Financement régional

Taux de subvention Etat/Région/FEADER le cas échéant : 50% de la dépense subventionnable

La subvention ainsi calculée est répartie à parité entre l'Etat et la Région. En cas d'intervention du FEADER, l'Etat et la Région apportent un financement équivalent, aux côtés du FEADER.

La subvention régionale ainsi définie émerge à hauteur de 5% de la dépense subventionnable au titre du CPER, le solde au titre du Contrat territorial.

Dépense subventionnable :

- **Pour les MSP** : coût du projet, plafonné à 100 000 € par professionnel de santé (dans la limite de 20 PS engagés au moins à mi-temps au sein de la MSP). Le plafond de dépenses est majoré de 60 000 € si le projet comporte un logement pour un stagiaire et de 140 000 € pour les investissements liés à la

télémédecine (acquisition d'un chariot de télémedecine notamment), soit une dépense subventionnable de 2 200 000 € maximum.

- **Pour les Centres de santé** : coût du projet plafonné à 100 000 € par bureau aménagé pour recevoir des professionnels de santé dans la limite de 20 professionnels pris en compte. Le plafond de dépenses est majoré de 60 000 € si le projet comporte un logement pour un stagiaire et de 140 000 € pour les équipements spécifiques et investissements liés à la télémedecine (acquisition d'un chariot de télémedecine notamment), soit une dépense subventionnable de 2 200 000 € maximum.
- **Pour les Cabinets médicaux « satellites de MSP »** : dépenses relatives aux investissements liés à l'immobilier concernant la création, l'aménagement, l'extension de bâtiments et de locaux, ainsi que le mobilier et équipements nécessaires.

Au titre du Contrat territorial seul, pourront être examinés au taux de 25% maximum les cabinets médicaux et paramédicaux n'entrant pas dans le champ d'éligibilité du CPER

Modalités

Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés

- CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée (1)
- DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.
- RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...)

Spécifiques aux MSP

- Localisation de la MSP prioritairement en zone carencée (selon les critères établis par l'Etat et la Région¹) avec accessibilité en moins de 20 mn (pouvant se traduire en zone rurale par une distance entre 2 MSP de l'ordre indicatif de 20 km) et dans un pôle de services de plus de 2 000 habitants.
- a minima un **noyau dur de 2 médecins et de 2 paramédicaux** (dont 1 infirmier), avec l'objectif de tendre vers un socle de 4/5 médecins et 3/4 paramédicaux dont 1 masseur-kinésithérapeute
- Au minimum 1 maître de stage

Spécifiques aux cabinets médicaux « satellites de MSP »

- Les locaux devront comprendre à minima 1 cabinet médical, des sanitaires et 1 salle d'attente

Spécifiques aux cabinets médicaux et paramédicaux

- Noyau minimum de 5 professionnels médicaux ou paramédicaux présentant une diversité de professions avec un temps minimum de présence requis au sein de la structure équivalent à un mi-temps
- Un professionnel coordonnateur du Pôle Paramédical

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est



¹ Critères retenus par la CPER pour définir les zones « carencées » :

- Soit une densité de médecins généralistes (MG) inférieure à 0,6/1000 habitants
- Soit une densité de médecins généralistes comprise entre 0,6 et 0,85 pour 1000 habitants avec la part de MG de plus de 55 ans supérieure à 50%
- Soit un nombre moyen d'actes par MG supérieur à 6 245 par an
- Soit une part de MG de plus de 55 ans supérieure à 75%

conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**

- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes – Dans l'interprétation régionale, étiquette énergétique B (consommation maximale de 80 kWh/m²/an pour l'habitat)*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX


- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé
- Evolution de la densité médicale sur le bassin de patientèle
- Accueil de stagiaires :
- Nb maîtres de stage (étudiants en médecine)
- Nb de démarches d'agréments
- Nb d'étudiants accueillis
- Actions de prévention et de santé publique :
- Nb et type d'actions de prévention et de santé publique réalisées

FICHE-ACTION PROPOSEE PAR LE TERRITOIRE

Contrat Local de santé

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la fracture médicale - Offrir des services de santé répondant aux besoins du territoire, pour la population et pour les professionnels de la santé - Mettre en place une offre optimisée des services de santé par un accès plus large et rapide aux soins - Faciliter l'installation de jeunes professionnels - Améliorer les conditions d'exercice des professionnels de santé - Favoriser les actions de promotion, de prévention et d'éducation thérapeutique coordonnées - Accompagner les mutations en matière de pratique médicale 				
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes prospectives et réalisation d'un programme d'actions - Animation pour accompagner, animer et développer le programme Local de Santé - Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'offre de services médicaux et médico-sociaux sur le territoire - Actions de promotions du territoire auprès des professionnels de santé 				
Maîtres d'ouvrage	Collectivités ou leurs groupements /PETR Structures paramunicipales Hôpitaux locaux (établissement public de santé) Pour les actions d'éducation populaire à la santé : associations, MSP, établissement local d'enseignement				
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - 80% pour les études - 50% maximum des frais d'animation, externalisés ou internalisés dans la limite de 3 ans - 50 % actions de communication et de promotion 				
Modalités 	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Avis de l'Agence Régionale de Santé ⇒ Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé ⇒ Validation du cahier des charges par la Région et association au choix du prestataire ⇒ Validation de la fiche de poste de l'animateur par la Région ⇒ Association de la Région, et des autres partenaires financeurs, au Comité de pilotage de suivi de l'étude ⇒ Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support ⇒ Le financement de ces prestations émerge sur l'enveloppe de 10% maximum du Contrat pouvant être consacrée au fonctionnement 				
Indicateurs d'évaluation	<table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;">INDICATEURS TRANSVERSAUX</th><th style="text-align: left;">INDICATEURS SPECIFIQUES</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET </td><td> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé • Evolution de la densité médicale sur le bassin de patientèle • Accueil de stagiaires : • Nb maîtres de stage (étudiants en médecine) • Nb de démarches d'agrément • Nb d'étudiants accueillis • Actions de prévention et de santé publique : • Nb et type d'actions de prévention et de santé publique réalisées </td></tr> </tbody> </table>	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé • Evolution de la densité médicale sur le bassin de patientèle • Accueil de stagiaires : • Nb maîtres de stage (étudiants en médecine) • Nb de démarches d'agrément • Nb d'étudiants accueillis • Actions de prévention et de santé publique : • Nb et type d'actions de prévention et de santé publique réalisées
INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES				
<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé • Evolution de la densité médicale sur le bassin de patientèle • Accueil de stagiaires : • Nb maîtres de stage (étudiants en médecine) • Nb de démarches d'agrément • Nb d'étudiants accueillis • Actions de prévention et de santé publique : • Nb et type d'actions de prévention et de santé publique réalisées 				

FAVORISER LE MIEUX ETRE SOCIAL

Développement de l'accès à la culture

Thématique B

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

2.B – Le maintien de la cohérence territoriale et de l'identité percheronne

- Identité percheronne et attractivité

- **Faciliter la transmission de l'identité percheronne grâce à la valorisation du patrimoine culturel (matériel et immatériel) et au développement de l'accès à la culture**
- **Favoriser la mise en réseau des acteurs culturels**
- **Favoriser l'attractivité des villages percherons** : réhabilitation et mise en valeur du bâti traditionnel, utilisation de matériaux locaux et **éco-matériaux**, nouveaux types d'habitat intégré au bâti existant...

Justifications des choix de mesures au sein de l'axe :

La modernisation et le développement des équipements existants seront à privilégier (notamment enseignement et pratique artistiques). En matière d'animations culturelles, une attention particulière sera portée sur quelques opérations d'envergure permettant d'amplifier la notoriété du Perche. Le recours aux usages numériques sera particulièrement étudié.

L'aménagement muséographique du musée et du château des Comtes du Perche doit permettre d'en faire un pôle culturel majeur du Perche, en valorisant ce site patrimonial remarquable ainsi que le rôle joué par les Comtes du Perche et de Nogent-le-Rotrou sur l'ensemble du territoire percheron pendant 8 siècles (Mesure 18-1)

AXE B2 : Développement de l'accès à la culture	Crédits réservés	Investissmt
Mesure 17 : Equipements de lecture publique	0	
Mesure 18 : Equipements liés à l'enseignement artistique	0	
Mesure 18-1: Aménagements muséographiques du château des comtes du Perche	204 000 €	204 000 €
TOTAL	204 000 €	204 000€

Projets pressentis :

- Locaux et enseignements artistiques Château Vauban (La Loupe)

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 18-1

Projet d'Aménagement muséographique du musée et du château des Comtes du Perche

Maître d'ouvrage : Ville de Nogent-le-Rotrou

Montant estimatif du projet : **600 000 € HT**

Contenu : La ville de Nogent le Rotrou a décidé de réaménager l'espace muséographique du musée-château Saint-Jean, labélisé « Musée de France ». Il s'agit de renforcer l'attractivité touristique de ce lieu et d'en faire un pôle culturel majeur du Perche.

Le projet prendra en compte tant la qualité du site que celle des collections existantes par le développement d'une nouvelle orientation muséographique.

De plus, il permettra de réactiver l'intérêt des visiteurs qui connaissent déjà les lieux, de mieux intégrer le musée et le château dans la vie locale en favorisant son appropriation par les habitants, et enfin de développer la visibilité et la communication du site dans l'offre touristique.

Le projet :

- Création d'un nouvel espace muséographique « Les comtes du Perche et de Nogent, des Rotrou à la famille de Sully » (Xe-XVIIIe siècle) au 2e étage du château.
- Transfert et aménagement d'un nouvel espace au 2e étage « Le Perche au travers du regard des artistes » qui prendra en compte les collections déjà exposées dans les « anciennes cuisines » et celles des réserves.
- Rénovation de l'espace des expositions temporaires (éclairage, chauffage, huisseries, systèmes d'accrochage des œuvres, mobilier...) du 1er étage en cohérence avec les espaces d'exposition permanente.
- La valorisation du château Saint-Jean par le développement d'un parcours de visite et un circuit d'interprétation des espaces extérieurs (haute-cour, basse-cour et jardin).
- Création d'espaces de travail pour le personnel

Etat d'avancement du projet :

Une étude diagnostic sera rendue fin décembre 2016 pour les espaces de travail à créer au château

La mise en concurrence des cabinets en charge de la programmation muséographique sera rendue fin 2016

Echéancier

Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} décembre 2016

2017 pour les études et l'engagement des dépenses ;

2018 et 2019 pour la réalisation du projet

Equipements de lecture publique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires - Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages - Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité
Contenu	Acquisitions, travaux de construction ou de rénovation, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
Maîtres d'ouvrage	Communes, Communautés d'agglomération, Communautés de communes
Financement régional	Taux de subvention de 30 %
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes • Les structures porteuses du projet doivent se rapprocher du service de lecture publique du Département pour l'accompagnement technique, la formation des salariés et des bénévoles, l'animation, et également au niveau des technologies de l'information et de la communication • Les projets doivent être réalisés soit en maîtrise d'ouvrage intercommunale, ou s'inscrire dans un réseau d'équipements intercommunal • Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés • Une surface de l'équipement égale ou supérieure à 100 m² est préconisée • Les projets doivent respecter les conditions suivantes en matière : <ul style="list-style-type: none"> ○ d'amplitude horaire : minimum 12 heures d'ouverture par semaine avec le souci de créneaux horaires correspondant aux disponibilités des différents publics ○ de budget d'acquisition de collection : minimum de 2 € par an et par habitant de l'intercommunalité ou du réseau intercommunal <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)



- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes – étiquette énergétique B pour BBC rénovation*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre d'équipements nouveaux créés
- Nombre d'équipements agrandis ou modernisés
- Nombre de projets portés par des intercommunalités
- Nombre de lieux fonctionnant en réseau
- Nombre de lecteurs avant et après l'opération

Equipements liés à l'enseignement artistique : Écoles de musique, de danse et d'art dramatique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Compléter le maillage du territoire en matière d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique - Améliorer l'offre et son accessibilité sur le territoire régional tout en favorisant un rayonnement intercommunal de l'équipement - Favoriser la mise en réseau de ces équipements culturels sur le territoire
Contenu	Acquisitions, travaux de construction, rénovation ou extension, et équipements liés à la pratique
Maîtres d'ouvrage	Communes, Communautés d'agglomération, Communautés de communes, établissements publics
Financement régional	Taux de subvention de 30 %
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place de projets visant à réduire les carences en enseignement musical et en théâtre et danse est privilégiée, • Les projets doivent être réalisés soit en maîtrise d'ouvrage intercommunale, soit en démontrant un rayonnement intercommunal, ou s'inscrire dans un réseau intercommunal d'équipements, • Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter une analyse acoustique • Les dossiers doivent comporter un projet pédagogique de la structure • Les projets de mise en réseau et de mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (instruments de musique) et d'équipements sont privilégiés ainsi que les projets en lien avec les équipements de diffusion et les lieux de répétition • Sont privilégiés, les projets favorisant : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les pratiques collectives ○ Les musiques actuelles ○ L'apprentissage adulte ○ L'éveil musical • Une réflexion est conduite pour tendre vers une homogénéisation des tarifs au sein du territoire <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) - La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ Système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, ○ Ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation) *,



- Ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes – étiquette énergétique B pour BBCrénovation*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de lieux d'enseignement de la danse, de l'art dramatique ou de la musique créés et confortés
- Nombre de lieux favorisant la mise en réseau et la mutualisation des moyens et de la politique tarifaire
- Nombre de lieux comportant des pratiques collectives / l'apprentissage des musiques actuelles / l'apprentissage adulte / l'éveil musical

Aménagements muséographiques au Château des Comtes du Perche

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser le territoire régional autour de thématiques culturelles pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, les produits - Augmenter l'attractivité touristique du territoire.
Contenu	Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation.
Maîtres d'ouvrage	Commune de Nogent-le-Rotrou
Financement régional	35 % pour les investissements
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation d'un projet culturel : note présentant la fréquentation actuelle, l'insertion du site dans l'offre culturelle et touristique du territoire, une réflexion globale incluant la stratégie de développement culturel, touristique et commercial du site et ses perspectives d'évolution/objectifs à moyen terme (évolution de chiffre d'affaires et de tarifs envisagée, diversification des publics et des clientèles, activités développées, animations, justification de l'extension le cas échéant, compte prévisionnel sur 3 ans minimum en cas de rénovation et 5 ans en cas de création pour les sites de visite, modalités de gestion et d'ouverture au public,...) - Label Musée de France - Association en amont des directions du Conseil régional concernées (tourisme, culture) - Avis du CDT - Gestion professionnelle selon les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> o au moins une personne dédiée et formée à l'accueil et à la gestion d'un équipement o stratégie web et outils de promotion : au moins une page web dédiée, traduite dans une langue étrangère minimum, et possibilité de réservation en ligne (par formulaire ou mail) o ouverture minimum 5 mois continus par an o travail en réseau avec les acteurs locaux (mise à disposition de brochures, éventuellement partenariat avec des sites pour tarif privilégié...). <p><u>Pour tout projet immobilier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) - La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être majorée de 10% en cas de :